Préparation d'un pacte financier et fiscal de solidarité

Contexte

Document de synthèse

Yvan Pellé
21eYP1638

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

SOCIÉTÉ D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES - www.ressources-consultants.eu
Siège : 16, rue de Penhoët – 35000 RENNES - Tel. 02.99.78.09.78 - Fax 02.99.78.09.79 - rennes@ressources-consultants.fr
Direction Sud : 8 rue Jules de Rességuier - BP 60813 - 31008 TOULOUSE Cedex 6 - Tel. 05.62.47.47.20 - Fax 05.62.47.47.21 - toulouse@ressources-consultants.fr
Antenne Paris : 55, rue Boissonade – 75014 PARIS - Tel. 01.40.64.83.40 - paris@ressources-consultants.fr
S.A. au capital de 517 680 Euros - N° SIRET 381 681 527 00085 - RCS RENNES 94 B 81

1

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE NATIONAL POUR LE MANDAT 2020 - 2026

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

Une crise économique en cours d'une ampleur inconnue

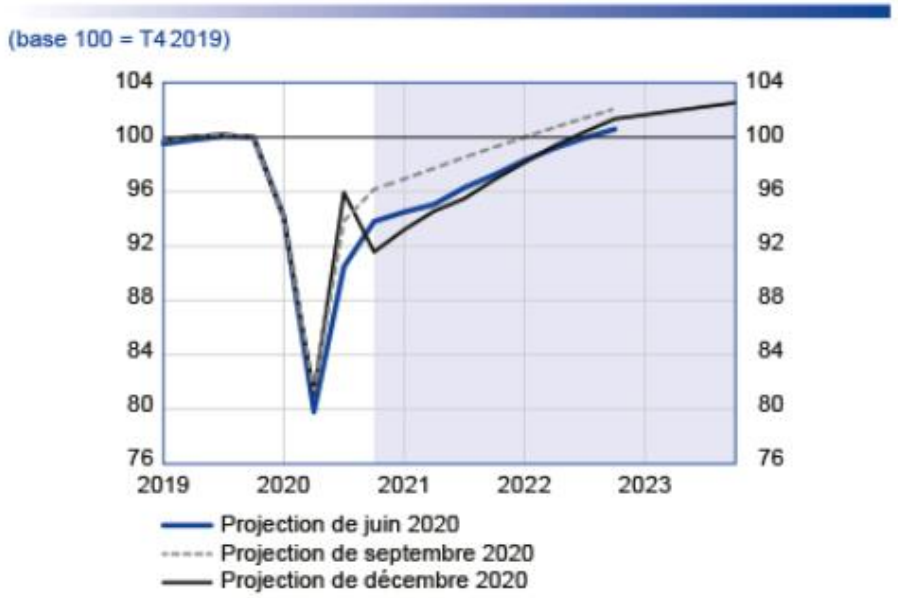
Une baisse attendue de -8,3% du PIB en 2020.

Un rebond en 2021 (+5,8% ?) qui ne permettra pas d'effacer les pertes subies par l'économie française (rebond 2022 : +4,4% ?).

Les prévisions de croissance sont à prendre avec précaution. A l'incertitude de la durée de la pandémie s'ajoute celle de la résilience des économies.

Augmentation de l'incertitude des prévisions

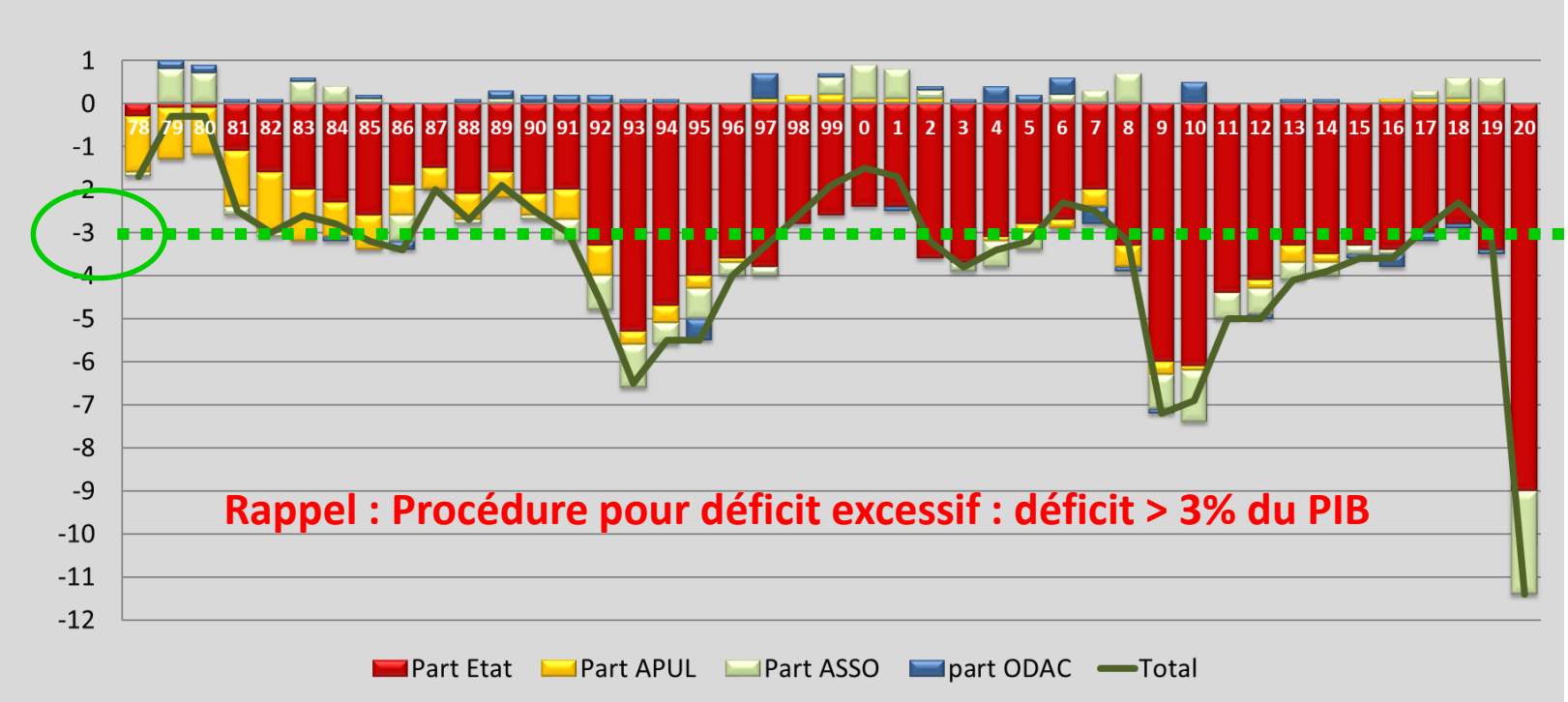
Les scénarios de PIB réel de la Banque de France (décembre 2020)



Sources : Pour la projection de décembre, Insee jusqu'au troisième trimestre 2020, projections Banque de France sur fond bleuté.

Les conséquences de la crise sur le déficit public

Déficit public en 2020 : -9,2 % du PIB soit -211,5 Mds d'€
Prévision 2021 : -9% du PIB / Dette = 118 % du PIB



➔ La Commission européenne a suspendu fin mars **l'application du pacte de Stabilité et de Croissance.**

➔ Financement de la relance par la dette publique : un besoin durable.

➔ **Un changement de paradigme.**

Le rôle attendu des Collectivités Locales

➔ **Lors du précédent mandat :**

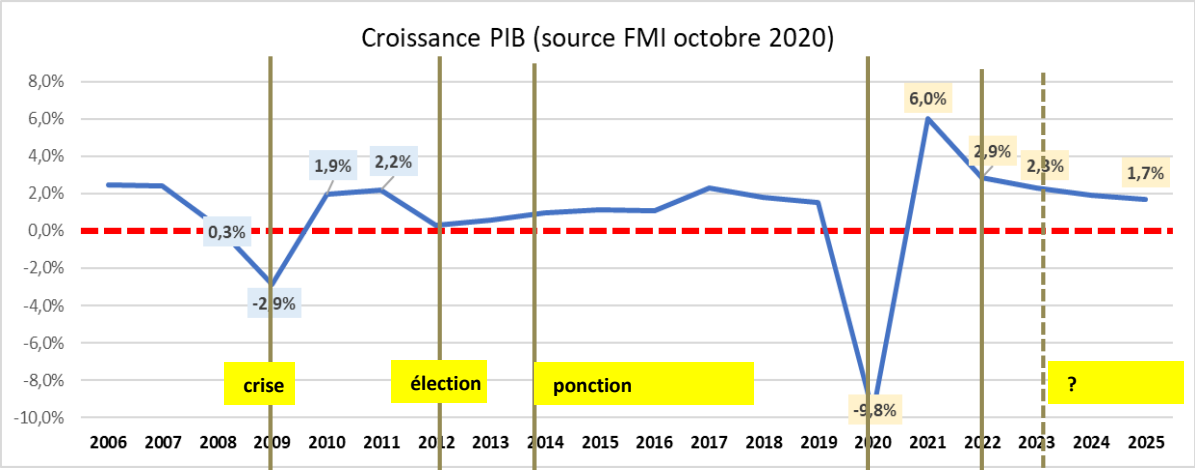
- -11,5 Mds d'€ de **baisse des dotations** de 2014 à 2017 afin de financer la réduction des déficits publics : baisse des recettes = baisse des dépenses.
- Contractualisation financière 2018-2020 entre l'État et les grandes collectivités territoriales **limitant l'évolution des charges** à 1,2% par an.

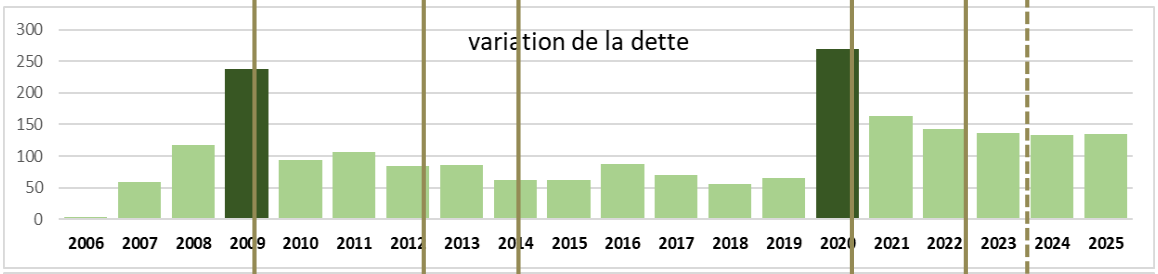
➔ **Pour le mandat 2020-2026 ?**

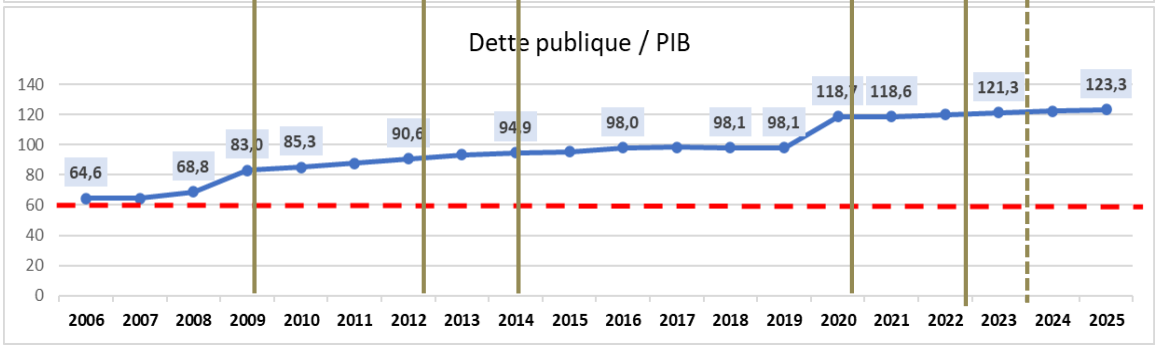
- La **contractualisation** a été **suspendue** par la loi d'urgence.
- La Mission Cazeneuve préconise qu'un plan de « **relance territorialisé** » soit au cœur du nouveau pacte financier entre l'État et les collectivités.
- Les collectivités prendraient un engagement sur « une **trajectoire pluriannuelle d'investissement** » et « un niveau minimum de dépenses consacré aux priorités nationales », tandis que l'État assurerait de « maintenir ou d'accroître son soutien à l'investissement dans la durée ».
- Ces contrats de deuxième génération ne seraient donc plus uniquement centrés sur la maîtrise des dépenses de fonctionnement et une logique de désendettement, mais également sur des « **objectifs de dépenses d'investissement** ».

➔ **Rapport Arthuis :** 18 mars 2021 - généralisation des « contrats Cahors »

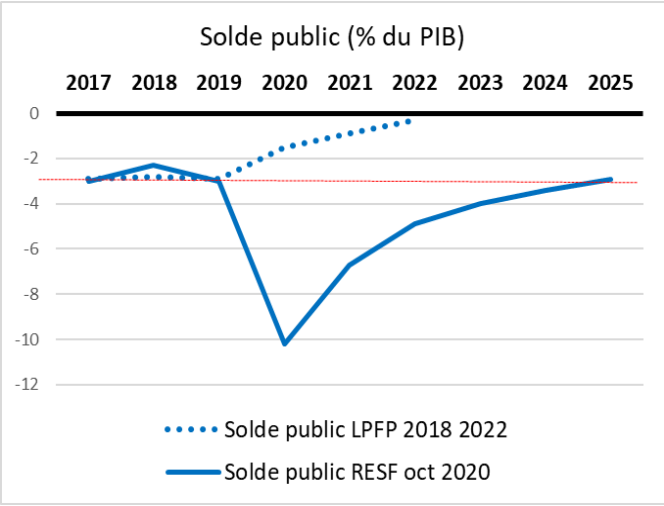
Le rôle attendu des Collectivités Locales







En cas de dérapage des finances publiques, ne faut-il pas craindre une mise à contribution des collectivités à la réduction des déficits ? (après 2023 ?)



La réforme fiscale – ce qui a été voté en LF 2020

La taxe d'habitation sur la résidence principale sera intégralement supprimée

➔ Dès 2020, 80% des français ne paieront plus la TH (gain de 555 € en moyenne).

➔ En 2023, la TH sur les résidences principales aura été entièrement supprimée (gain de 723 € en moyenne).

➔ Mécanisme de substitution **dès 2021** pour les collectivités. Compensation à l'euro près en année 1 par l'affectation de ressources dynamiques.

- ❑ Année de référence pour la compensation du dégrèvement de la TH fixée par le législateur à 2017 (**les hausses de TH 2018/2019 ne sont pas compensées**).
- ❑ Fraction de **FB du département aux seules communes.**
- ❑ **Fraction de TVA** pour les **intercommunalités** et pour les Départements.
- ❑ La TH sur résidences secondaires et logements vacants maintenue sous forme d'une taxation des logements non affectés à la résidence principale.
- ❑ Mécanisme correcteur par coefficient pour ajuster les écarts entre TH et FB.

➔ Les **communes** conservent leur **pouvoir de taux** / **dynamique proche** de la TH sauf si le poids des entreprises est très important (+ de risques).

➔ Les **intercommunalités perdent une grande partie de leur levier fiscal**. Dynamique moyenne nationale de la TVA proche de celle de la TH mais **grande volatilité** (notamment en cas de crise économique, la TVA baisse/rebondit plus fortement que le PIB).

La réforme fiscale – ce qui a été voté en LF 2021

Une baisse de 10 milliards d'euros des impôts de production dès 2021 figure dans la loi de finances pour 2021.

- **Suppression de la part de CVAE des régions (50% de la CVAE totale) et compensation par une fraction de TVA**.

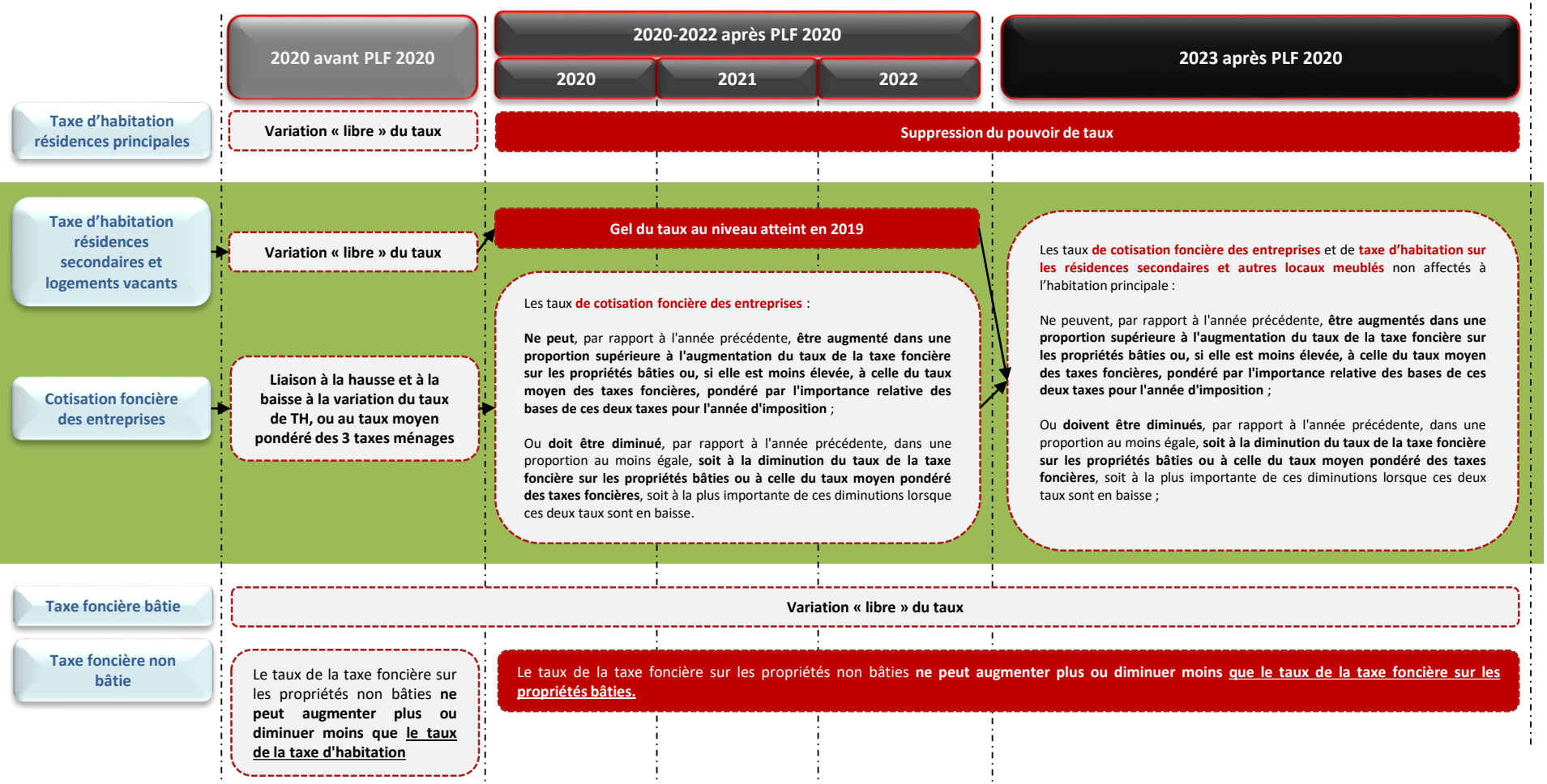
- Réduction de la taxe foncière sur les propriétés bâties **(TFPB) des entreprises de 1,75 milliards,** et de la cotisation foncière des entreprises **(CFE), de 1,54 milliards** en réduisant de 50% les valeurs locatives des **établissements industriels**.

- **Compensation par un dégrèvement « dynamique et territorialisé »** financé par un prélèvement sur les recettes de l'Etat.

  ➔ **FB et CFE : Ces impôts concernent les communes et les intercommunalités.**

- Le gouvernement promet que les effets seront intégralement neutralisés, tant sur le stock des établissements déjà établis, que sur le flux des extensions ou installations nouvelles sur le territoire, de façon à préserver l'intéressement local à l'accueil des industries. La dynamique fiscale serait préservée via celle des bases, mais perte du levier de taux (compensation au taux de 2020).

Fiscalité directe - Les nouvelles règles de liens entre les taux d'imposition



Fiscalité directe - Les nouvelles règles de liens entre les taux d'imposition

Pour les communes

Les taux de TH RS ne peuvent augmenter plus que le taux de FB ou le taux moyen pondéré des deux taxes foncières (si la hausse est plus faible)

Taux FB (ou TMP taxes foncières)

Taux TH RS

Les taux de TH RS et CFE ne peuvent diminuer moins que le taux de FB ou le taux moyen pondéré des deux taxes foncières (si baisse plus importante)

Le taux de FNB ne peut augmenter plus que le taux de FB

Taux FB

Taux FNB

Le taux de FNB ne peut diminuer moins que le taux de FB

Pour les EPCI en FPU

Les taux de TH RS et CFE ne peuvent augmenter plus que le taux de FB ou le taux moyen pondéré des deux taxes foncières (si la hausse est plus faible) constatés sur le territoire de l'intercommunalité

Taux FB (ou TMP taxes foncières) du territoire

Taux TH RS et CFE

Les taux de TH RS et CFE ne peuvent diminuer moins que le taux de FB ou le taux moyen pondéré des deux taxes foncières (si baisse plus importante) constatés sur le territoire de l'intercommunalité

Le taux de FNB ne peut augmenter plus que le taux de FB

Taux FB

Taux FNB

Le taux de FNB ne peut diminuer moins que le taux de FB

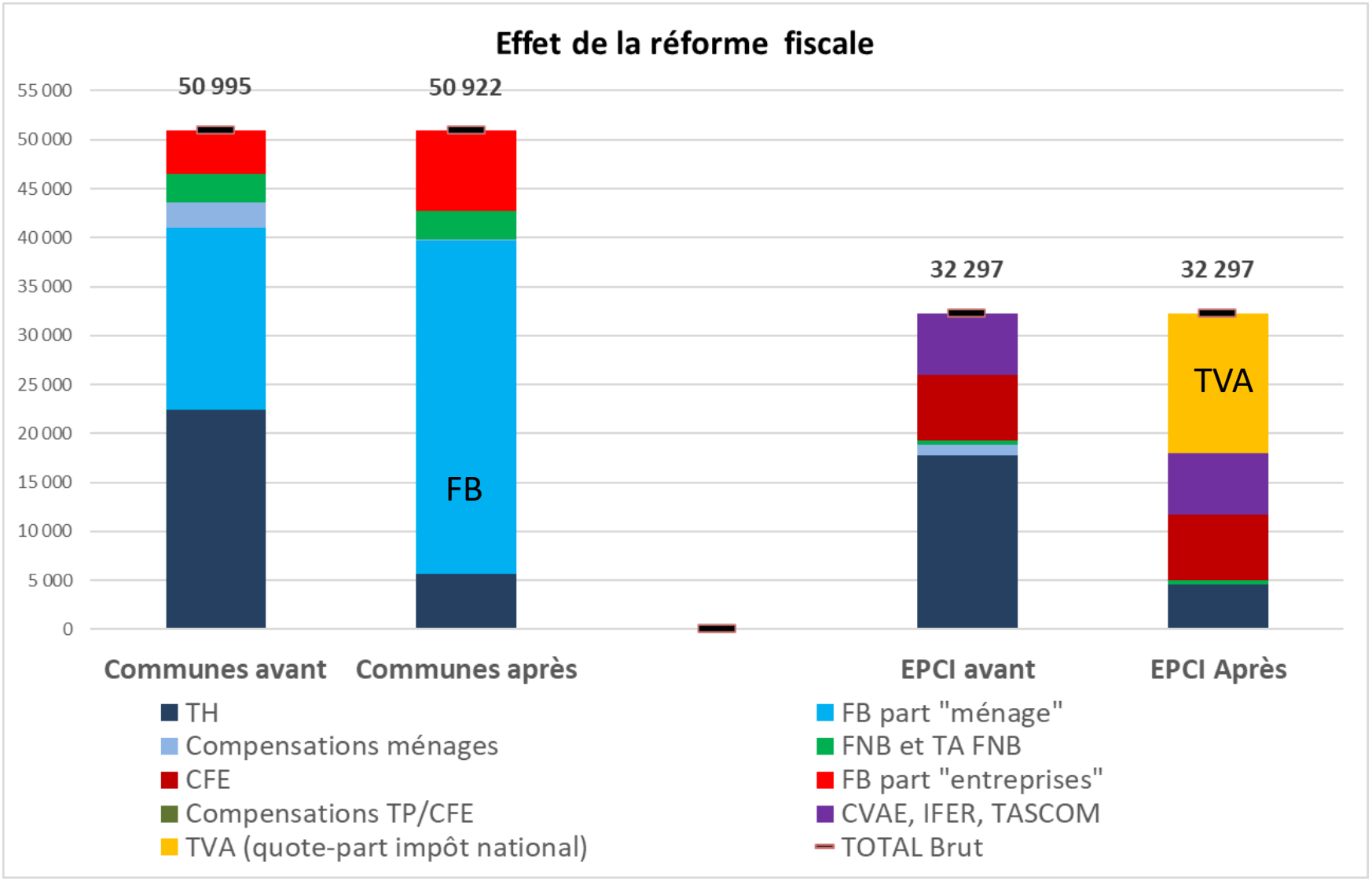
➔ **Liaison de taux**

- LTC est totalement dépendant de la politique fiscale des communes
- Avec le système de taux actuel, LTC ne peut augmenter ses taux de CFE et de TH sur les RS sans une hausse préalable des communes…

➔ **Pacte fiscal indispensable dans ce cadre**

➔ **Autonomie fiscale renforcée pour LTC en cas de vote par LTC d'un taux de FB**

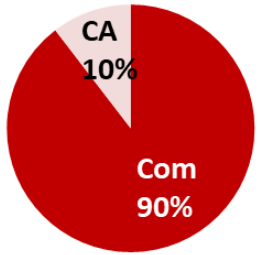
Les effets de la réforme fiscale (montant en K€)



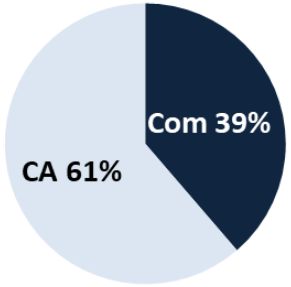
Les ressources du territoire après la suppression de la TH : (recettes nettes en K€)

	Impositions directes (val 2019)		
	Communes	EPCI	TOTAL
Produit des impôts "ménages"	**42 682**	**4 968**	**47 651**
	90%	**10%**	**100%**
Produit des impôts "entreprises"	**8 240**	**13 055**	**21 295**
	39%	**61%**	**100%**
TOTAL Brut	**50 922**	**18 024**	**68 946**
	74%	**26%**	**100%**
FNGIR / DCRTP (suppression TP 2010)	-1 227	-8 034	**-9 261**
Dotation de Compensation (TP salaires 199	0	4 392	**4 392**
TVA (quote-part impôt national)	0	14 273	**14 273**
AC fiscale	16 368	-16 368	**0**
Total Net après AC fiscale	**66 063**	**12 287**	**78 349**
	84%	**16%**	**100%**
AC Charges transférées	-5 448	5 448	**0**
Total Net après transferts	**60 615**	**17 735**	**78 349**
	77%	**23%**	**100%**
TEOM	0	14 292	**14 292**
Versement Mobilité		2 761	**2 761**
Gemapi	0	821	**821**
Total large	**60 615**	**35 608**	**96 223**
	63%	**37%**	**100%**

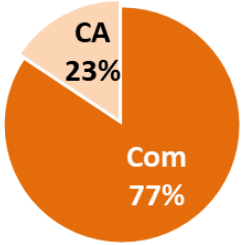
Partage des impôts ménages



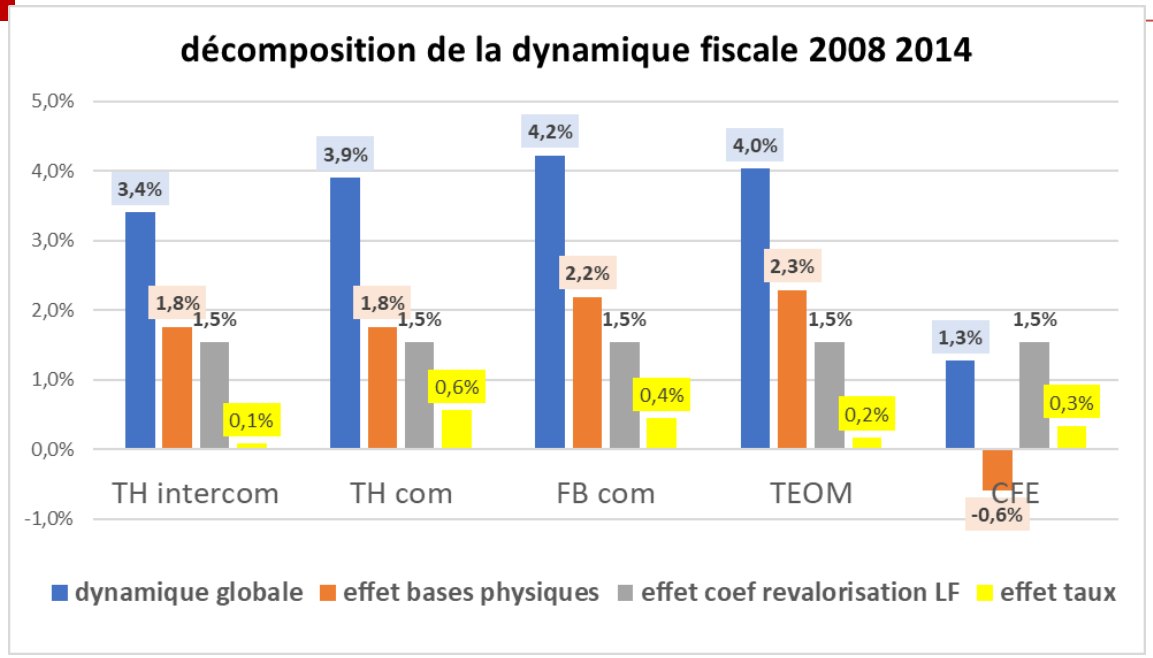
Partage des impôts entreprises

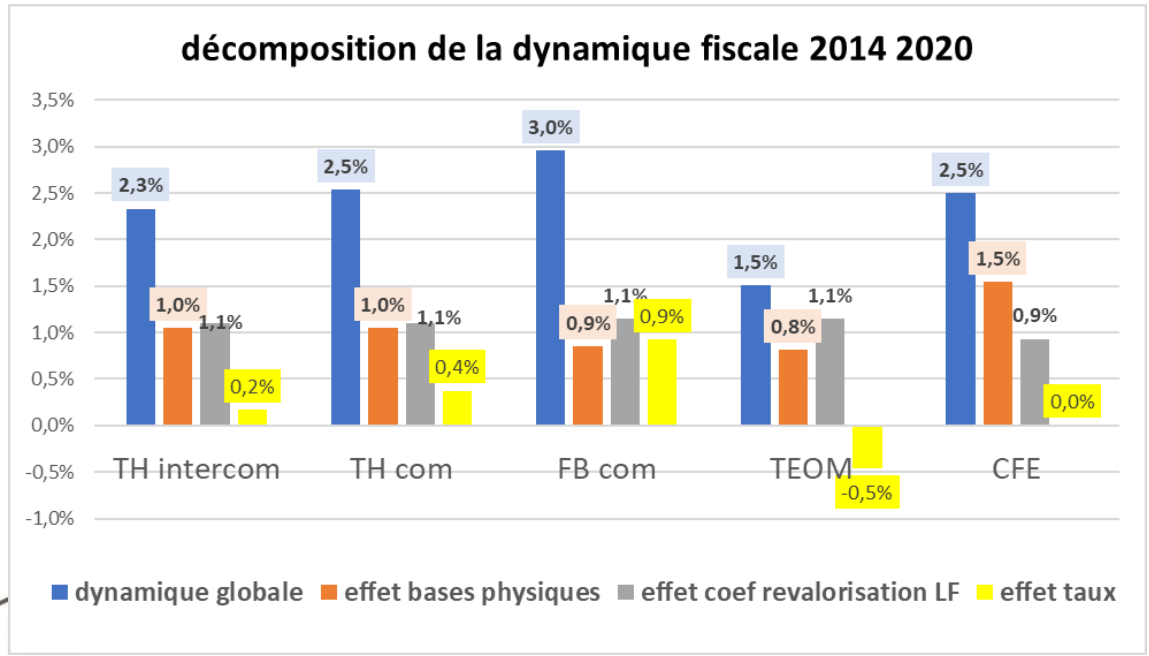


Partage fiscalité après AC



La dynamique fiscale 4 taxes passée et future (?)





Rappel :

- Perte de la Taxe Habitation
- Sauf Résidences Secondaires
- Foncier Bâti pour les communes

Évolution physique

	2008 - 2014	2014 - 2020
Valeurs locatives brutes TH	1,8%	1,0%
Bases nettes TH RS	2,6%	0,9%

Dynamique future revalorisation des bases par l'Etat

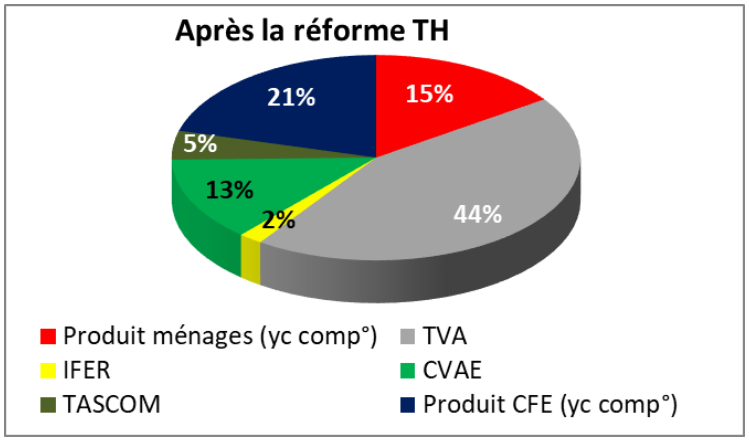
- Coefficient LF 2021 = 0,2%
- Coeff LF 2022 = 0,5 % ?

rappel

- 1,5% entre 2008 et 2014
- 1,1% entre 2014 et 2020

La stratégie fiscale de LTC

La politique fiscale repose dorénavant à la fois sur la TVA (44 % des recettes brutes), des ménages (15 % des recettes brutes) et sur la cotisation foncière des entreprises (21 % des recettes brutes) et plus marginalement la CVAE (13 %).



44,2% TVA nationale

40,4% entreprises du territoire

15,4% ménages du territoire

La Communauté a perdu des marges de manœuvre en terme de fiscalité. 44% de ses impôts ne seront pas liés à sa stratégie fiscale. (taux / développement des bases)

La Communauté peut faire varier :

- le taux de **TH RS** (valeur de référence 2020 : 12.81 %)
- le taux de **FB** (valeur de référence 2020 : 0,00 %)
- le taux de **FNB** (valeur de référence 2020 : 4.40 %)
- le taux de **CFE** (valeur de référence 2020 : 26.87 %)
- Le tarif de la **TASCOM** (**déjà totalement utilisé + 20%)**

Rappel : LTC ne peut pas faire varier :

- le taux de la Taxe Additionnelle **FNB**
- les taux de la **CVAE**.
- le tarifs des **IFER**.

Règle de liens entre les taux :

- Lien entre la variation du taux de CFE de l'année N et la variation des taux ménages consolidée sur le territoire de N-1.
- Possibilité de mise en réserve pendant 3 ans des variations de taux de CFE non utilisées.
- Majoration spéciale du taux de CFE (sous condition que le taux de CFE soit faible et les taux ménages soient forts)
- Variation libre du taux de FB.

Plafonnements :

- Taux de CFE < 2 x taux moyen de CFE national n-1

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Effet de la réforme fiscale sur la dynamique future des 4 taxes

Quel levier de taux sur le mandat

- Interdiction de créer la taxe TH sur les logements vacants avant 2023
- **Interdiction d'augmenter le taux de la taxe d'habitation** sur les résidences secondaires et les logements vacants e**n 2021 et 2022**
- Effet taux CFE / FB atténué par la réforme des impôts de production : -9% sur la CFE / -1,5% sur le FB

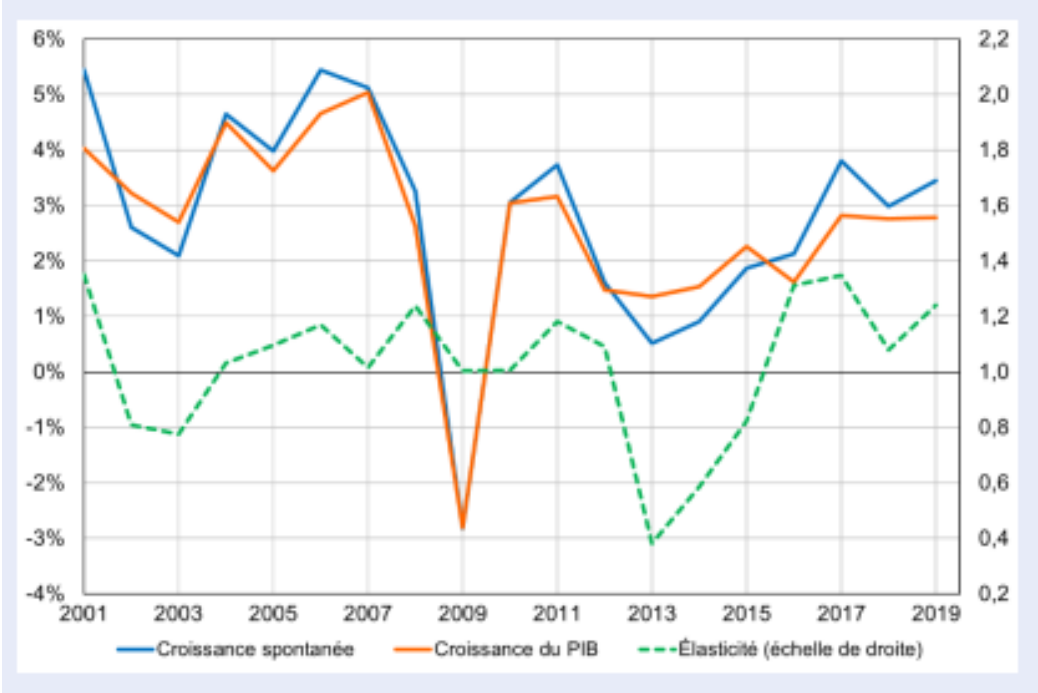
Quelques remarques / effets sur la stratégie de développement

- **Implantation locaux industriels et commerciaux**
  - ➔ Supplément de fiscalité aux communes.
  - ➔ Les communes perçoivent en plus la part départementale du FB sur ces bases.

- **Construction de logement sociaux**
  - ➔ Avant la réforme : produit TH et pas de FB à CT (exo de 15 à 25 ans)
  - ➔ Après la réforme : aucun produit tant que dure l'exonération de FB (de 15 à 25 ans)

- **Transformation d'une résidence principale en résidence secondaire (ou inverse)**
  - ➔ Avant la réforme : faible effet (effet abattements)
  - ➔ Après la réforme : effets importants
    - gain à voir se transformer des résidences principales en résidences secondaires
    - perte pour les communes qui verront se transformer en résidences principales des logements précédemment en résidences secondaires.

Les ressources du territoire après la suppression de la TH forte variabilité de la TVA



Croissance comparée de :
- la TVA (en bleu)
- du PIB (en orange)

Hypothèse d'évolution de la TVA avec le scénario d'évolution du PIB du Gouvernement

2020 : -6,6%
2021 : 5,3 % ? (amendement PLF 2021 : le rebond ne sera pas pour les collectivités…)
2022 : 5,2% ?
2023 : 3,5 % ?
2024 : ? %
2024 : ? %

L'impact de la réforme fiscale sur les indicateurs de péréquation

Effet sur le Potentiel fiscal : fort

Potentiel EPCI : forte variation, prise en compte en 2022 sans neutralisation

Potentiels communes : forte variation mais lissage sur 6 ans
prise en compte progressive à partir de 2023 jusqu'en 2028 (neutre en 2022)

Potentiel agrégé du FPIC : forte variation mais lissage sur 6 ans
prise en compte progressive à partir de 2023 jusqu'en 2028 (neutre en 2022)

Effet sur le CIF : faible

Effet sur l'effort fiscal : fort mais lissage

prise en compte progressive à partir de 2023 jusqu'en 2028 (neutre en 2022)

➔ La réforme des indicateurs est défavorable globalement au territoire

En résumé – le contexte

Un début de mandat marqué par une crise sans précédent dont les effets, à moyen terme, sont encore mal évalués tant sur le plan national que local.

Le rôle central des collectivités locales et des intercommunalités pour atténuer les effets de la crise et relancer l'économie. Avec quels financements ?

Un système fiscal local déjà très complexe qui va être bouleversé par la réforme fiscale en cours :

- Autonomie fiscale réduite (perte du levier de taux) en particulier pour l'intercommunalité (alors que besoins de financement futurs importants)
- Déconnection substantielle entre les effets du développement local et la dynamique des ressources fiscales intercommunales (% TVA nationale).
- Perception d'une grande partie des impôts « entreprises » et de la dynamique future par les communes alors qu'elles n'ont plus la compétence économique qui relève de l'intercommunalité.

Une réflexion impérative sur le **partage équitable des ressources** entre la Communauté et les communes et sur la nécessaire coordination des politiques fiscales locales.

2

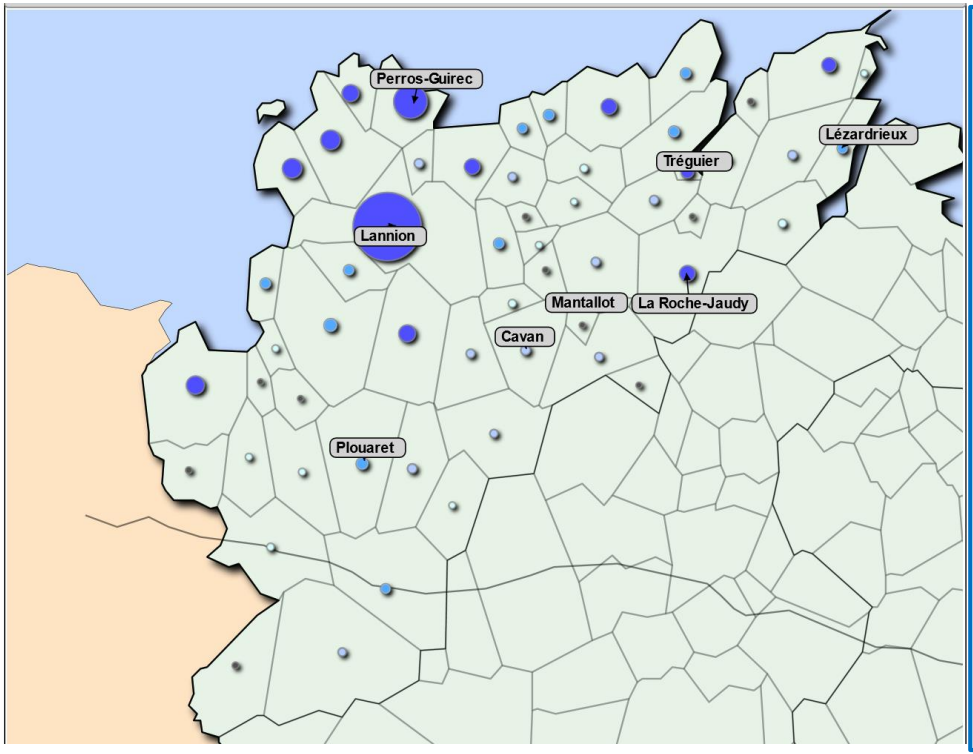
LE GROUPE TERRITORIAL
LA SITUATION ACTUELLE

Budget principal des communes (compte de gestion 2002-2019)
Budget consolidé de la Communauté

- Budget principal
- Budget Transport
- Budget Immobilier d'entreprises.

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES
SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

Histoire de l'intercommunalité sur le territoire



1992 /1993 / 1994 / 1995 : création des Com. Com.
Communautés de Communes en fisc. additionnelle
2003 : le passage en TP unique
Transformation : CA de Lannion Trégor Agglomération
(20 communes / 57 102 habitants)
Passage en TPU **CC 3 Rivières**
(9 communes / 13 232 habitants)
Passage en TPU **CC du Pays Rochois**
(6 communes / 4 636 habitants)
Passage en TPU **CC Centre-Trégor**
(8 communes / 6 050 habitants)
Passage en TPU **CC de la Presqu'île de Lézardrieux**
(7 communes / 9 507 habitants)
2006 :
Passage TPU de la CC de Beg Ar Chra
(8 communes / 8 692 habitants DGF

A partir de 2013, extension des périmètres et fusions.
2013 : CC du Haut Trégor : fusion de la CC du Pays Rochois et la CC des 3 Rivières
(15 communes / 19 197 habitants)
2014 : CA Lannion Trégor Communauté : Fusion CC Beg Ar Chra et Lannion Trégor Agglo / intégration Perros-Guirec
(29 communes / 82 870 habitants)
2014 : CC Centre Trégor : intégration Mantallot
(9 communes / 7 132habitants)
2015 : CA Lannion Trégor Communauté : Fusion CC Centre Trégor et Lannion Trégor Communauté
(38 communes / 89 526 habitants)
2017 : CA Lannion Trégor Communauté : Fusion CC Haut Trégor , CC PI Lézardrieux et Lannion Trégor Communauté
(60 communes / 118 921 habitants)

Méthodologie

L'analyse doit être menée au niveau du bloc communal (communes + intercommunalité) pour analyser les effets des transferts de compétences et de leur financement sur les budgets communaux et intercommunaux.

Les cycles d'investissement et les durées des emprunts dans les collectivités (15 / 20 ans) exigent une analyse des budgets sur longue période afin de vérifier que d'éventuels déséquilibres structurels n'apparaissent pas .

L'analyse consolidée est également la seule façon de comparer les situations budgétaires, le partage des compétences ayant fait l'objet d'arbitrages différents selon les territoires.

Les données qui suivent correspondent aux données des comptes de gestion 2007-2019.

Périmètre d'analyse

Budget principal des communes

Budget consolidé de la Communauté

- *Budget principal*
- *Budget Transport*
- *Budget Immobilier d'entreprises*

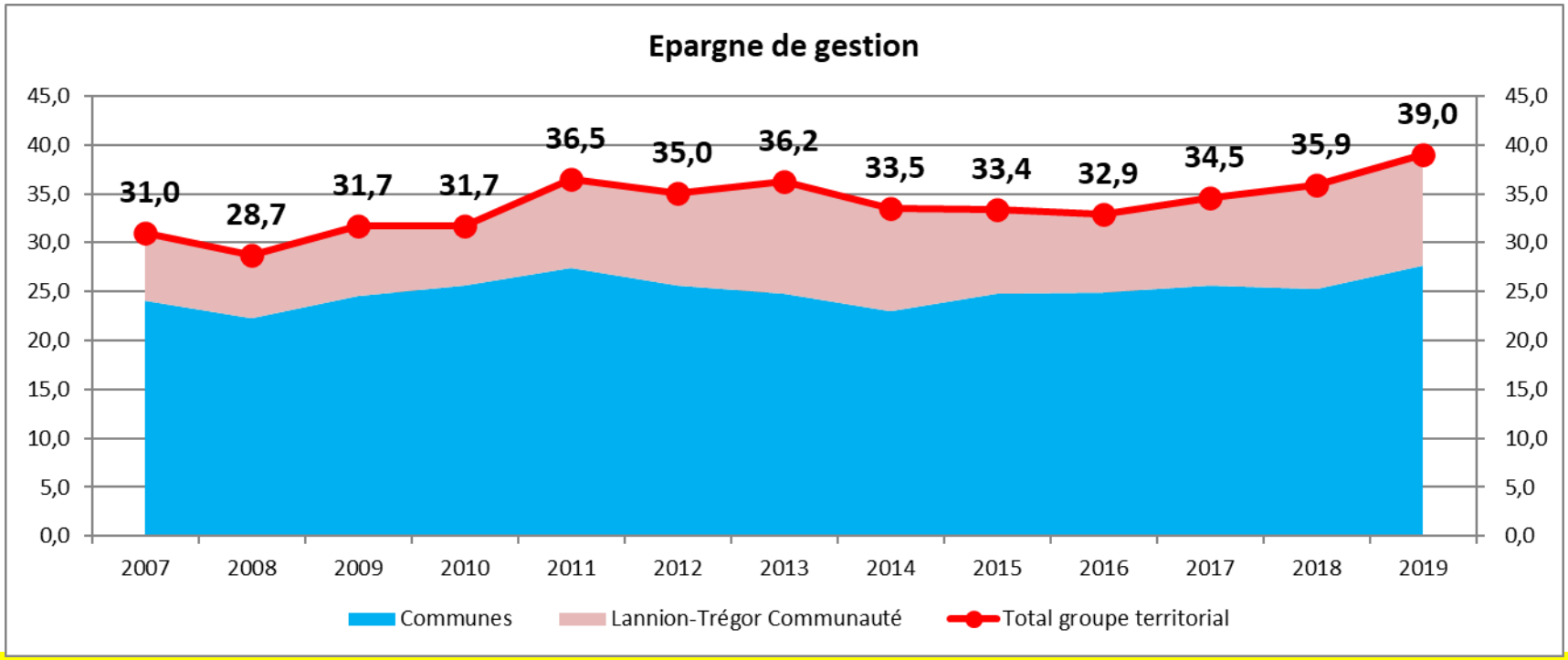
Périmètre comparaisons

Communautés d'agglomération de Bretagne

- *Budget Principal + OM + piscines + gemapi…*
- *Transport*
- *Immobilier locatif*

L'épargne de gestion en M€ (écart entre recettes courantes et charges courantes)

(en M€)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Communes	24,1	22,3	24,6	25,6	27,5	25,6	24,8	22,9	24,8	24,9	25,7	25,3	27,7
Lannion-Trégor Communauté	6,9	6,4	7,1	6,1	9,0	9,4	11,4	10,6	8,6	8,0	8,9	10,7	11,3
Total groupe territorial	31,0	28,7	31,7	31,7	36,5	35,0	36,2	33,5	33,4	32,9	34,5	35,9	39,0



L'épargne de gestion du territoire baissait sensiblement depuis 2011. La baisse correspondait à la désindexation de la DGF à partir de 2012, puis à la mise en place d'une ponction sur la DGF à partir de 2014. La fin de la ponction en 2018 marque le retour à une croissance de l'épargne de gestion qui est = 39 M€ (obtenue sans hausse majeure de la fiscalité).

Graphique présentant la consolidation sur le territoire de l'épargne de gestion (différence entre les produits courants et les charges courantes).

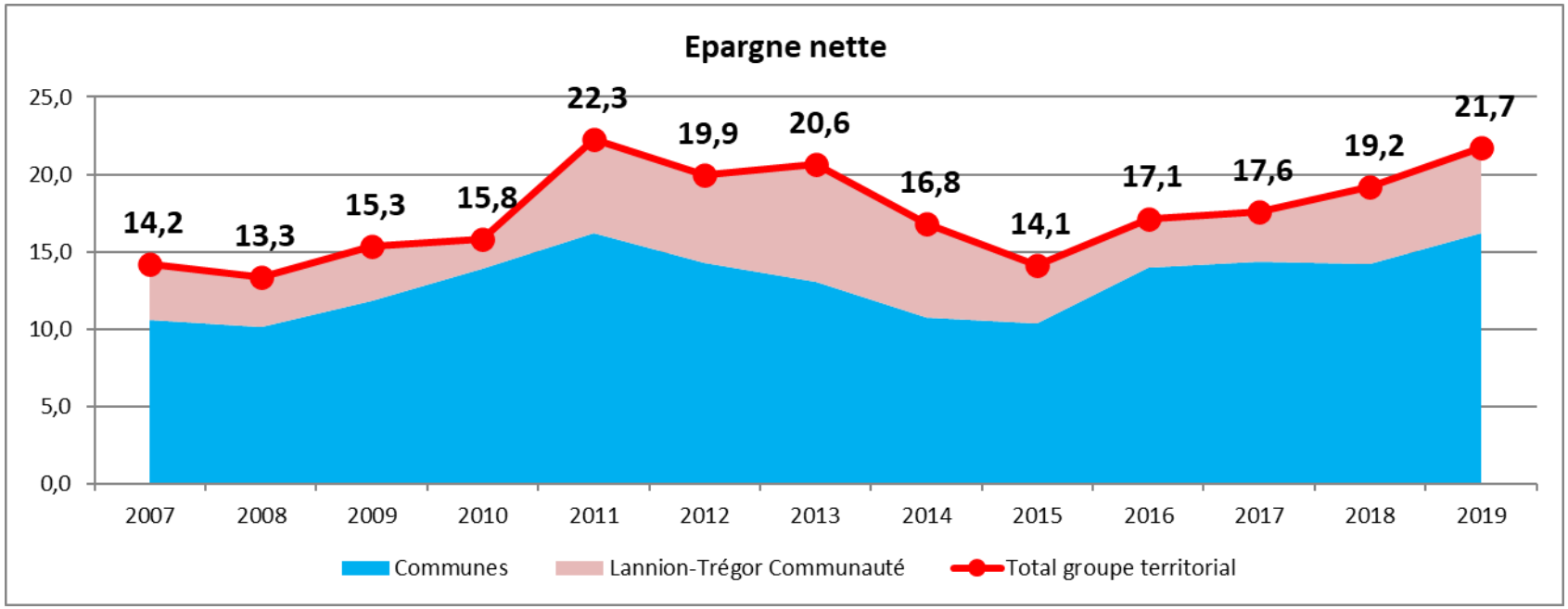
Budget principal des communes (compte de gestion 2007-2019)

Budget consolidé de la Communauté

- Budget principal
- Budget Transport / OM
- Budget Immobilier d'entreprises.

L'épargne nette en M€ (mesure la capacité d'autofinancement des investissements)

(en M€)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Communes	10,6	10,1	11,8	13,9	16,2	14,2	13,1	10,7	10,4	13,9	14,3	14,2	16,2
Lannion-Trégor Communauté	3,6	3,2	3,6	1,9	6,1	5,7	7,6	6,1	3,7	3,2	3,3	5,0	5,5
Total groupe territorial	14,2	13,3	15,3	15,8	22,3	19,9	20,6	16,8	14,1	17,1	17,6	19,2	21,7



L'épargne nette du territoire (épargne résiduelle après le paiement de l'annuité de la dette et qui sert à financer les dépenses d'équipement) représente près de 22 M€.

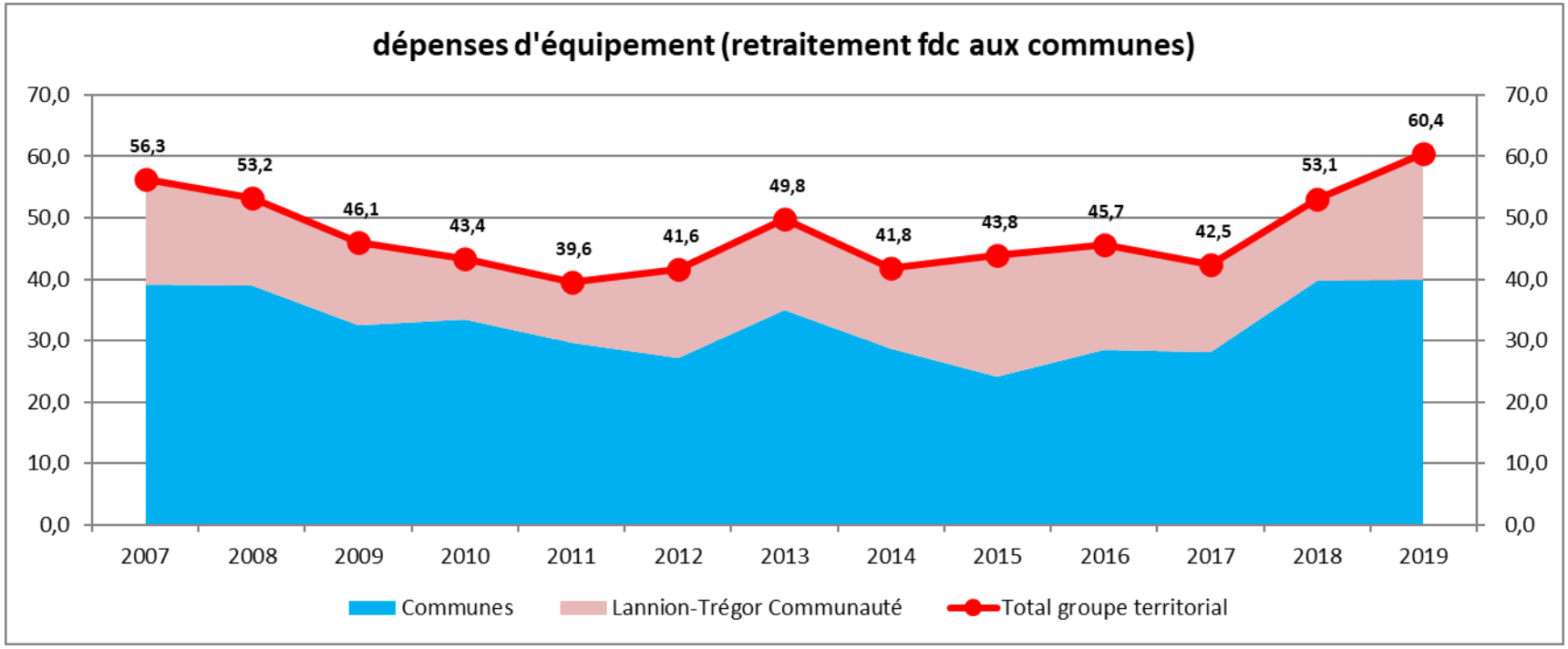
Les ponctions sur la DGF de 2014, 2015, 2016 et 2017 ont réduit à due proportion les marges de manœuvre des collectivités, même si le gain du FPIC a masqué en partie ces effets.

Rappel : les 4 années de ponction sur la DGF ont représenté au total une baisse de la DGF de 7,7 M€ par an (1,9 M€ pour LTC / 5,8 M€ pour les communes).

Après la fin de la ponction, on enregistre logiquement en 2018 et 2019 une croissance forte de l'épargne nette du territoire.

Dépenses d'équipement (neutralisation des fonds de concours de la CA aux communes)

(en M€)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Communes	39,1	38,9	32,5	33,4	29,7	27,3	35,1	28,6	24,1	28,4	28,1	39,8	39,8
Lannion-Trégor Communauté	17,2	14,3	13,5	10,0	9,9	14,3	14,8	13,2	19,7	17,3	14,3	13,3	20,6
Total groupe territorial	56,3	53,2	46,1	43,4	39,6	41,6	49,8	41,8	43,8	45,7	42,5	53,1	60,4



moyenne annuelle	2002-07	2008-13	2014-19
Communes	35,2	32,8	31,5
Lannion-Trégor Communauté		12,8	16,4
Total groupe territorial		45,6	47,9

Forte hausse de l'investissement intercommunal

Part très importante de l'immobilier

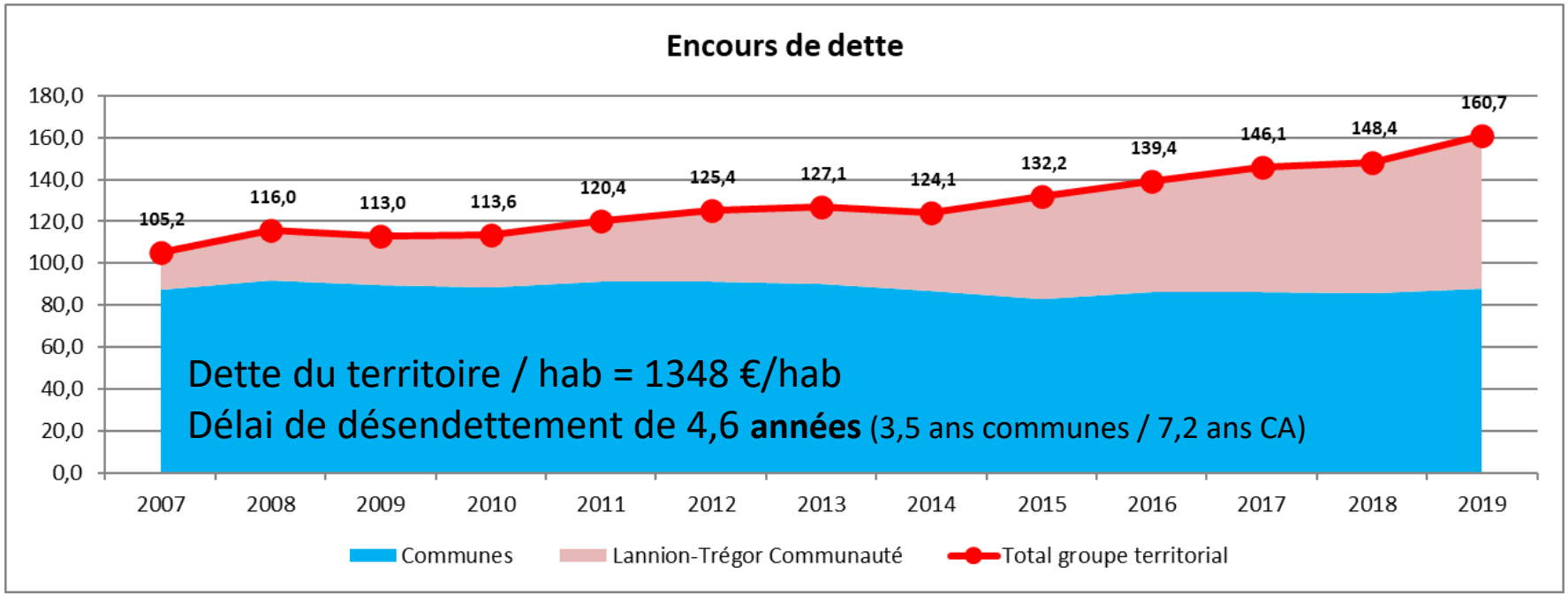
Substitution communes / EPCI

Remarque : 16,4 M€

- **2,8 M€ budget déchets**
- **4,6 M€ budget immobilier**
- **0,2 M€ budget transport**
- **8,7 M€ budget principal hors déchets**

L'encours de dette en M€

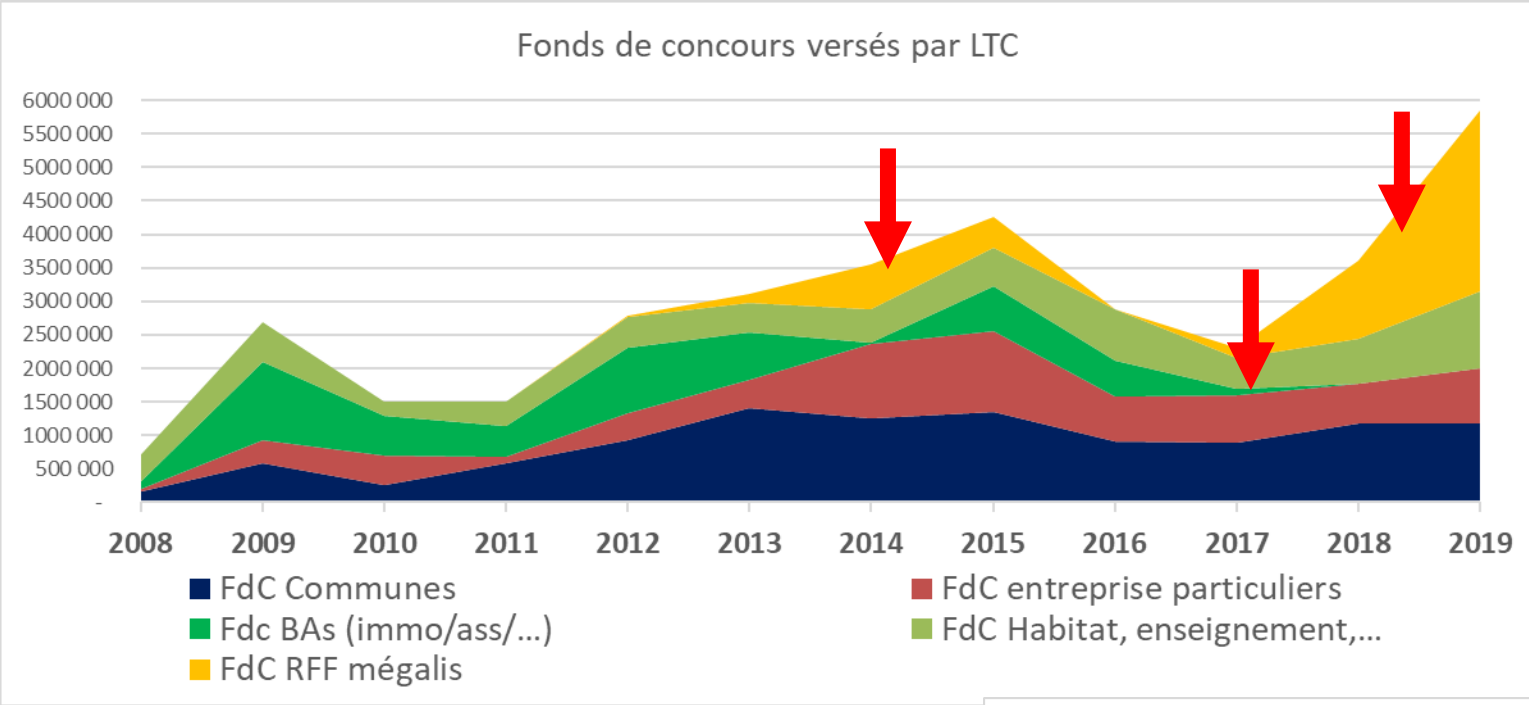
(en M€)	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Communes	87,5	91,5	89,6	88,6	91,0	91,5	90,4	86,5	82,9	85,9	86,4	85,4	87,9
Lannion-Trégor Communauté	17,7	24,4	23,4	25,0	29,4	33,9	36,7	37,6	49,3	53,4	59,7	63,0	72,7
Total groupe territorial	105,2	116,0	113,0	113,6	120,4	125,4	127,1	124,1	132,2	139,4	146,1	148,4	160,7



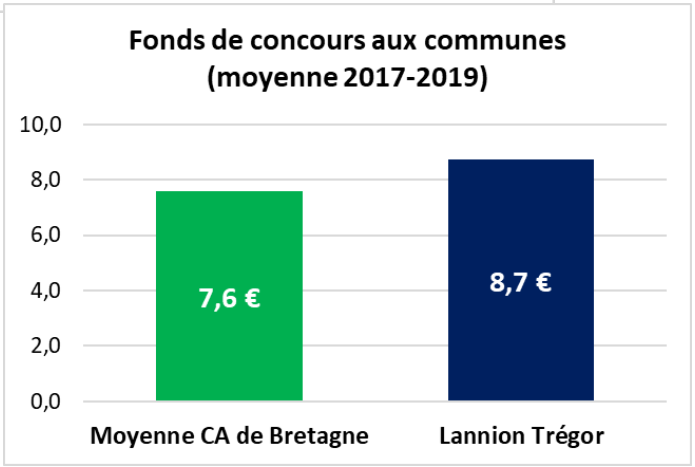
La dette du groupe territorial est en augmentation constante sur la période. La forte hausse de l'encours de dette de la Communauté contraste avec la stabilité de la dette des communes.

Accélération de l'endettement intercommunal qui coïncide à partir de 2015 avec la baisse du niveau d'autofinancement suite à la ponction sur la DGF et à la forte hausse de l'investissement communal (immobilier).

Fonds de concours de la CA

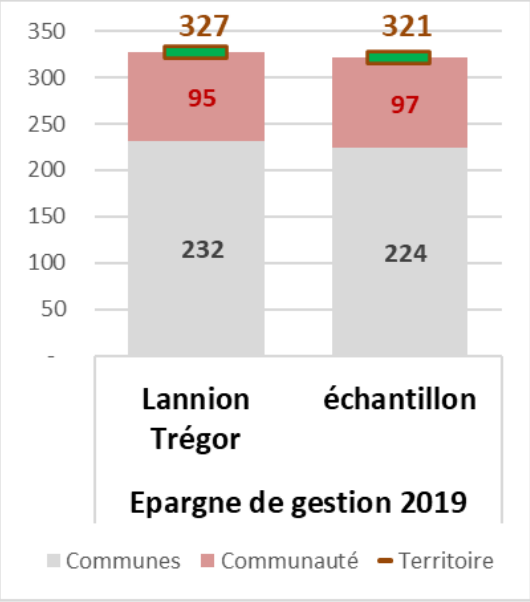


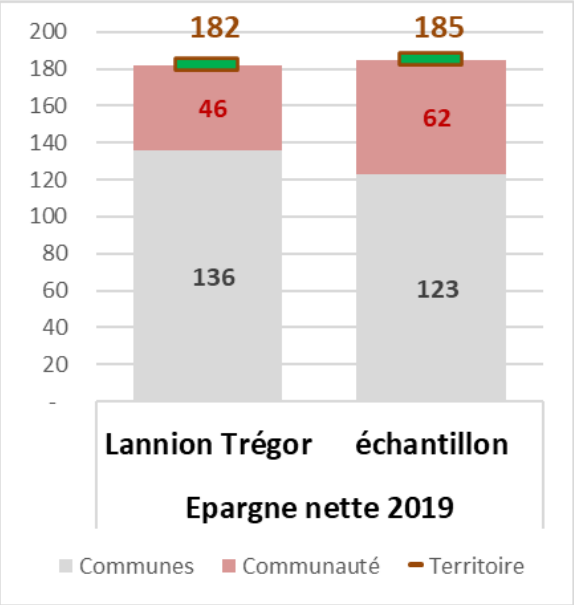
moyenne par an	2008-2013	2014-2019	2017-2019
FdC Communes	650 704	916 892	1 079 166
FdC entreprise particuliers	290 226	670 528	711 815
Fdc BAs (immo/ass/…)	672 594	216 120	37 271
FdC Habitat, ensignement,…	411 196	599 784	751 699
FdC RFF mégalis	25 964	747 432	1 340 147
Total	**2 050 684**	**3 150 757**	**3 920 099**



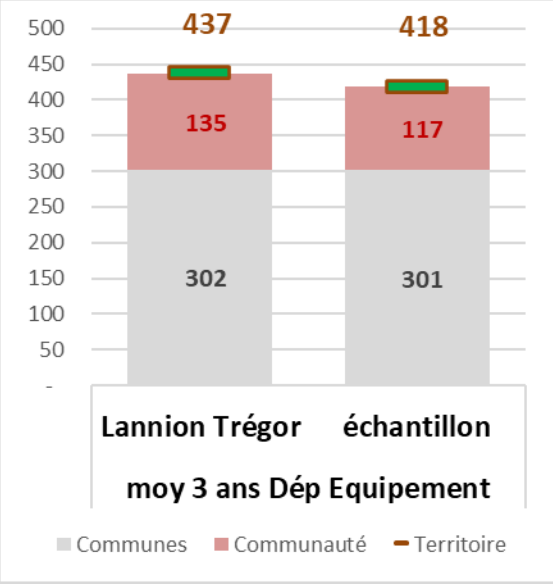
Un niveau de fonds de concours aux communes en progression constante, sensiblement plus élevé que la moyenne (+15%)

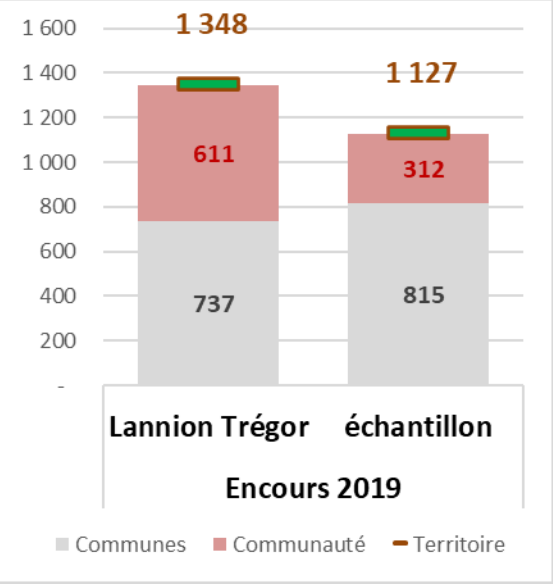
Eléments de comparaison

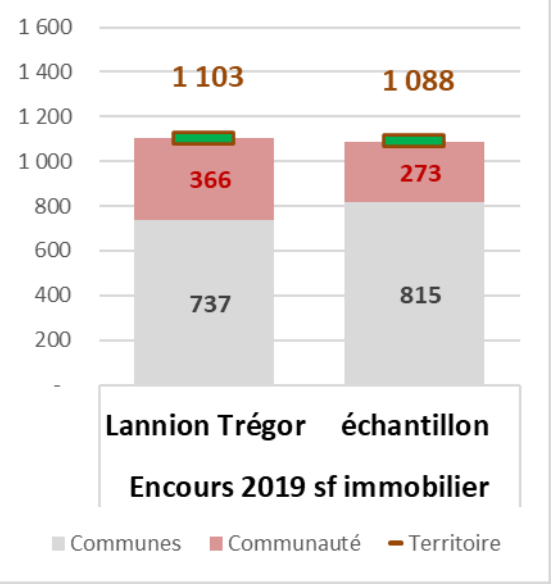




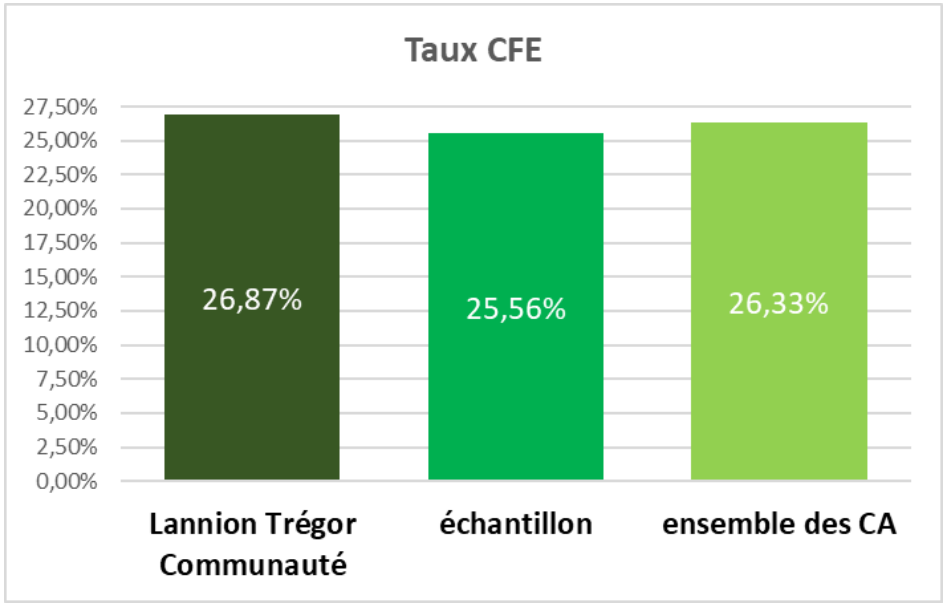
- Une épargne de gestion globalement à la moyenne (communes & EPCI).
- Une épargne nette du territoire à la moyenne. (plus d'autofinancement pour les communes / moins pour la CA)
- Un endettement > moyenne (très inférieur pour les communes / supérieur pour la CA = immobilier).
- Investissement > moyenne (CA = immobilier)

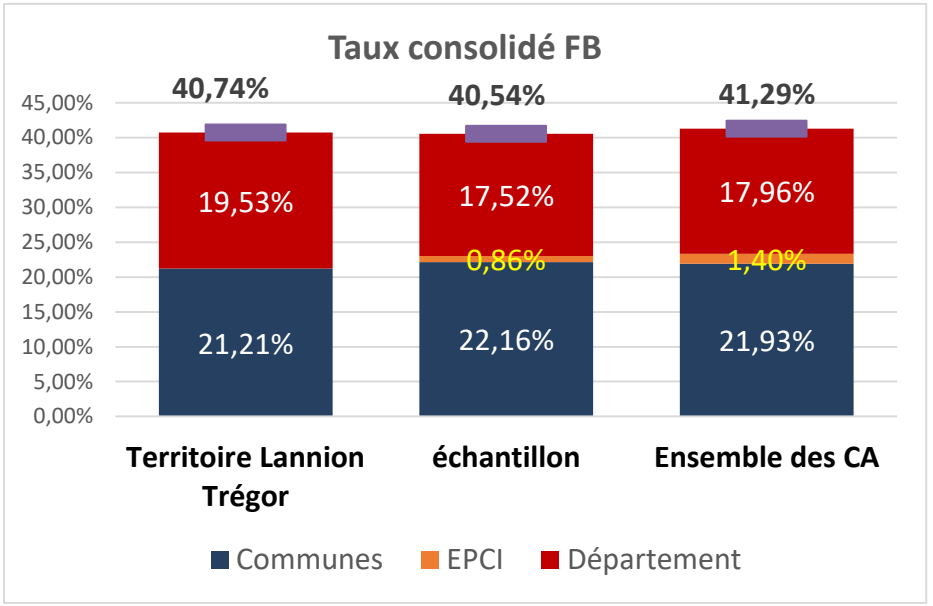






Eléments de comparaison - fiscalité





Pour les deux principaux impôts pour lesquels un levier taux existe et qui subsisteront après la réforme TH : une pression fiscale globale qui est proche de la moyenne des territoires comparables en Bretagne et à celle de l'ensemble des Communautés d'agglomération.

En résumé – la situation financière actuelle

Les indicateurs de suivi mettent en évidence une situation budgétaire saine au niveau du bloc communal dans son ensemble.
L'analyse sur 2 mandats ne fait apparaitre aucun signe de déséquilibre structurel Communes/EPCI. La situation globale du territoire semble plutôt s'améliorer (hausse constante de l'épargne de gestion = pas d'effet de ciseaux entre les charges et les recettes courantes). Depuis 2018 (fin de la ponction pour réduction des déficit public), les niveaux d'autofinancement s'améliorent de manière significative pour l'ensemble des acteurs et retrouvent leur niveau de 2011. Ils sont globalement à la moyenne.

La Communauté souffre d'un déficit d'autofinancement par rapport à la moyenne des CA bretonnes. Ceci s'explique par un plus fort investissement de la Communauté au cours des dernières années qui a généré un endettement supérieur à la moyenne (patrimoine immobilier très important en face de cette dette) et donc une annuité élevée.
La Communauté verse également beaucoup de fonds de concours en particulier aux communes (ce qui minore de facto la dette des communes et majore celle de la Communauté qui doit emprunter pour les financer en raison de son autofinancement en baisse).
La construction d'une trajectoire financière maitrisée permettant la réalisation des gros projets d'investissement programmés impose l'actualisation de ce diagnostic en particulier en raison du nouveau contexte des finances locales exposé précédemment et de la crise sanitaire et économique en cours.

3

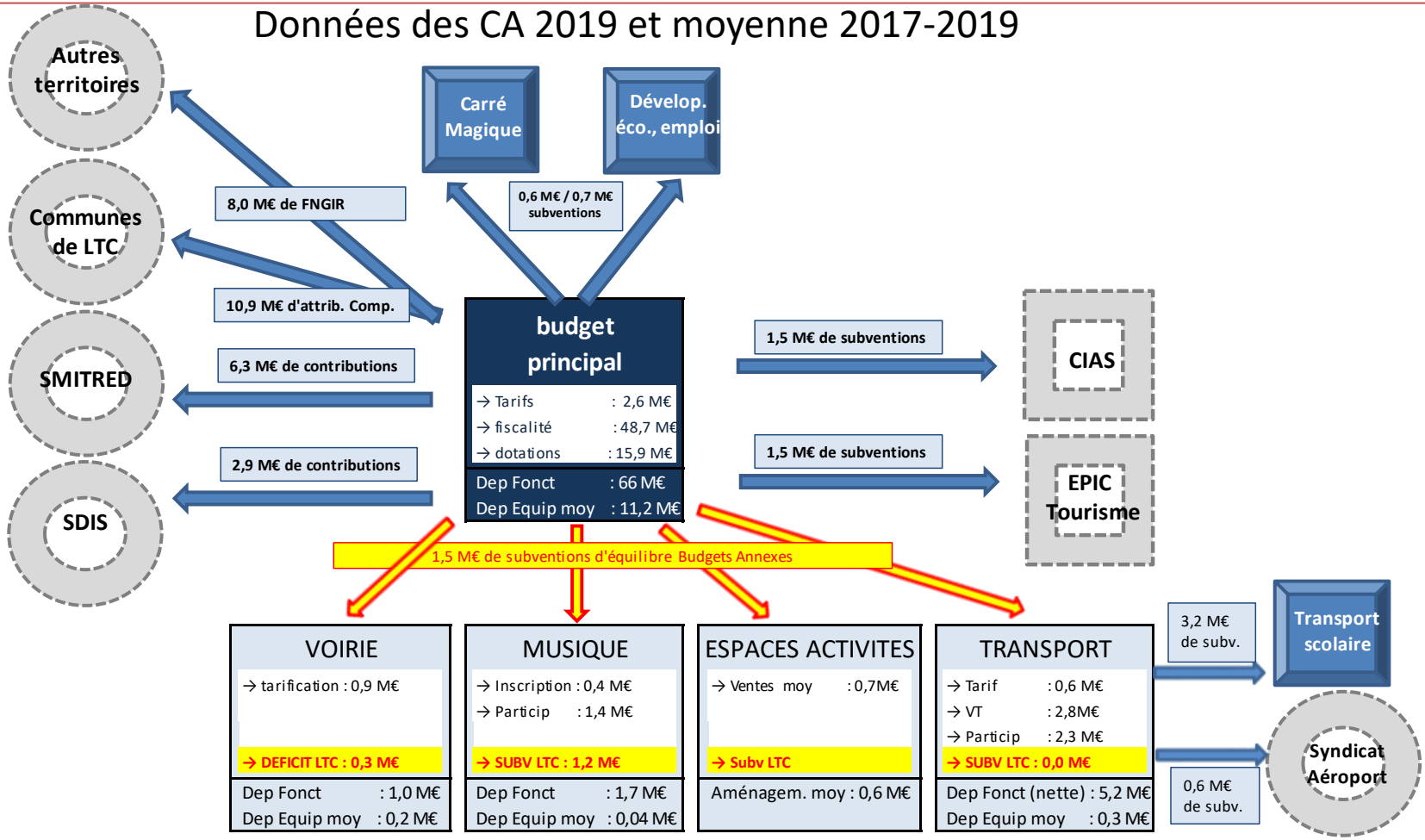
ZOOM SUR LA SITUATION BUDGÉTAIRE ACTUELLE DE LA COMMUNAUTÉ

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

Un budget structurellement très contraint

Données des CA 2019 et moyenne 2017-2019



budgets autonomes financièrement

Consolidation des budgets dont l'équilibre relève du B principal

Montant (K€)	2017	2018	2019	poids
Charges à caractère général	9 666	11 624	11 679	24%
Charges de personnel	17 176	20 067	21 634	44%
Autres charges de gest° courante	16 564	16 065	16 304	33%
Charges courantes hors atténuations	**43 405**	**47 756**	**49 617**	100%
Atténuations de produits (AC / FNGIR)	18 863	19 345	19 270	
CHARGES FONCT. COURANT	**62 268**	**67 101**	**68 887**	
Charges exceptionnelles larges	509	494	660	
CHARGES FONCT. HORS INTERETS	**64 362**	**68 287**	**71 565**	
Intérêts	852	763	671	
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**65 214**	**69 051**	**72 236**	

Montant (K€)	2017	2018	2019	poids
Produits des services et domaine	**4 061**	**6 066**	**5 938**	**7,8%**
dont Red OM	199	187	181	0,2%
dont autres 70	3 862	5 879	5 758	7,6%
Impôts et taxes	**48 006**	**49 966**	**51 820**	**68,0%**
dont Contributions directes	29 790	30 360	31 269	41,1%
dont TEOM	13 620	13 880	14 295	18,8%
dont VT	2 845	2 740	2 838	3,7%
dont autres 73	1 753	2 988	3 418	4,5%
Dotations et participations	**16 186**	**18 635**	**18 401**	**24,2%**
dont DGF	10 241	10 152	10 054	13,2%
dont compensations fiscales	1 012	1 036	1 230	1,6%
dont autres 74	6 230	8 485	8 295	10,9%
Autres produit de gestion courante	943	358	276	0,4%
Atténuation de charges	262	196	384	0,5%
PRODUITS FONCT. COURANT	**69 047**	**74 662**	**76 153**	**100,0%**
PRODUITS FONCT. COURANT NETS ATTENUATIONS	**50 184**	**55 317**	**56 883**	**74,7%**

Dépenses qui vont stagner ou décroitre

Consolidation des budgets dont l'équilibre relève du B principal

Montant (K€)	2017	2018	2019
Produits fonct. courant	69 047	74 662	76 153
- Charges fonct. courant	62 268	67 101	68 887
= EXCEDENT BRUT COURANT	**6 779**	**7 561**	**7 266**
+ Produits exceptionnels larges	259	531	624
- Charges exceptionnelles larges	509	494	660
= EPARGNE DE GESTION	**6 528**	**7 599**	**7 230**
- Intérêts	852	763	671
= EPARGNE BRUTE	**5 676**	**6 836**	**6 560**
- Capital	2 176	2 449	2 655
= EPARGNE NETTE	**3 501**	**4 387**	**3 905**

CHAINE DE L'EPARGNE : MONTANT

Ratios d'épargne	2017	2018	2019
EBC / Prod. fonct. courant	9,8%	10,1%	9,5%
Epargne brute / Prod. fonct.	**9,5%**	**10,2%**	**9,5%**
Epargne brute / Prod. fonct. nets atténuations	**11,3%**	**12,4%**	**11,5%**

Une épargne de gestion de 7,3 M€ et une capacité d'autofinancement de 3,9 M€.
Un taux d'épargne (Epargne brute / produit de fonctionnement) proche de 10 %.

➔ **Un niveau d'épargne plutôt bas**

Consolidation des budgets dont l'équilibre relève du B principal

Moyenne 2017/2019	K€	Structure
Dép. d'inv. hs annuité en capital	**14 670**	**100%**
Dépenses d'équipement	11 893	81%
Dépenses directes d'équipement	7 937	54%
Dépenses indirectes (FdC et S.E.)	3 956	27%
Opérat° pour cpte de tiers (dép)	2 432	17%
Dépenses financières d'inv.	344	2%
Financement des investissements	**16 172**	**110%**
Epargne nette	3 931	27%
Ressources propres d'inv. (RPI)	2 134	15%
Opérat° pour cpte de tiers (rec)	2 194	15%
Subventions yc DGE	1 379	9%
Emprunt	6 533	45%
Variation de l'excédent global	1 502	10%

Montant (K€)	2017	2018	2019
Annuité de la dette	**3 027**	**3 212**	**3 326**

Montant (K€)	2017	2018	2019
Encours au 31/12	**35 652**	**38 160**	**43 730**

Equilibre pluri annuel	2017	2018	2019
Taux endettement : encours / Prod Fonct.	51,6%	51,1%	57,4%
Taux d'épargne : épargne brute / Prod Fonct.	9,5%	10,2%	9,5%
Encours / Epargne brute (en années)	**6,3**	**5,6**	**6,7**

Les investissements 2017-2020 sur le budget principal

11,9 M€ par an en moyenne sur 4 années (hors opérations sous mandat)

Taux de subventions sur les dépenses directes 23%

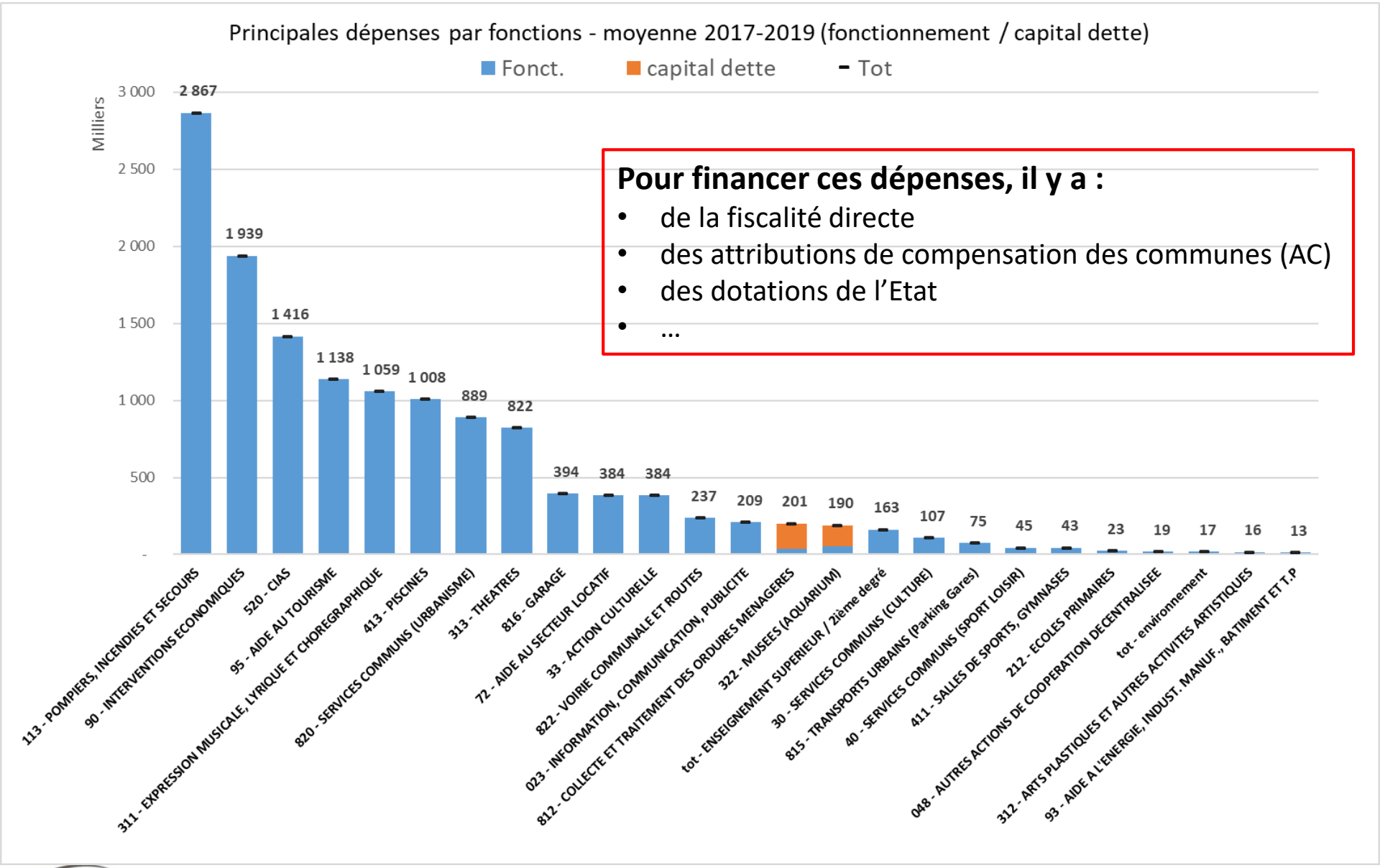
Moyenne 2017/2020	K€	Structure
Dép. d'inv. hs annuité en capital	**15 268**	
Dép. d'investissement hors 45	**11 922**	**100%**
Dépenses d'équipement	11 524	97%
Dépenses directes d'équipement	7 259	61%
Dépenses indirectes (Fonds de Concours)	4 265	36%
Autres dépenses d'inv.	398	3%
Opérat° pour compte de tiers (dépenses 45)	**3 346**	
Financement des investissements	**16 656**	
Financement d'investissement hors 45	**13 030**	**109%**
Epargne nette	3 311	28%
Ressources propres d'inv. (RPI)	1 978	17%
FCTVA	1 026	9%
Produits des cessions	71	1%
Diverses RPI	881	7%
Subventions	1 404	12%
Emprunt	6 338	53%
Opérat° pour compte de tiers (recettes 45)	**3 625**	
Variation de l'excédent global	1 368	9,0%

90% % dépenses FCTVA

23% taux subv HT

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

Le budget principal – dépenses par fonctions



Pour financer ces dépenses, il y a :

- de la fiscalité directe
- des attributions de compensation des communes (AC)
- des dotations de l'Etat
- …

Hors besoin de financement de l'administration générale

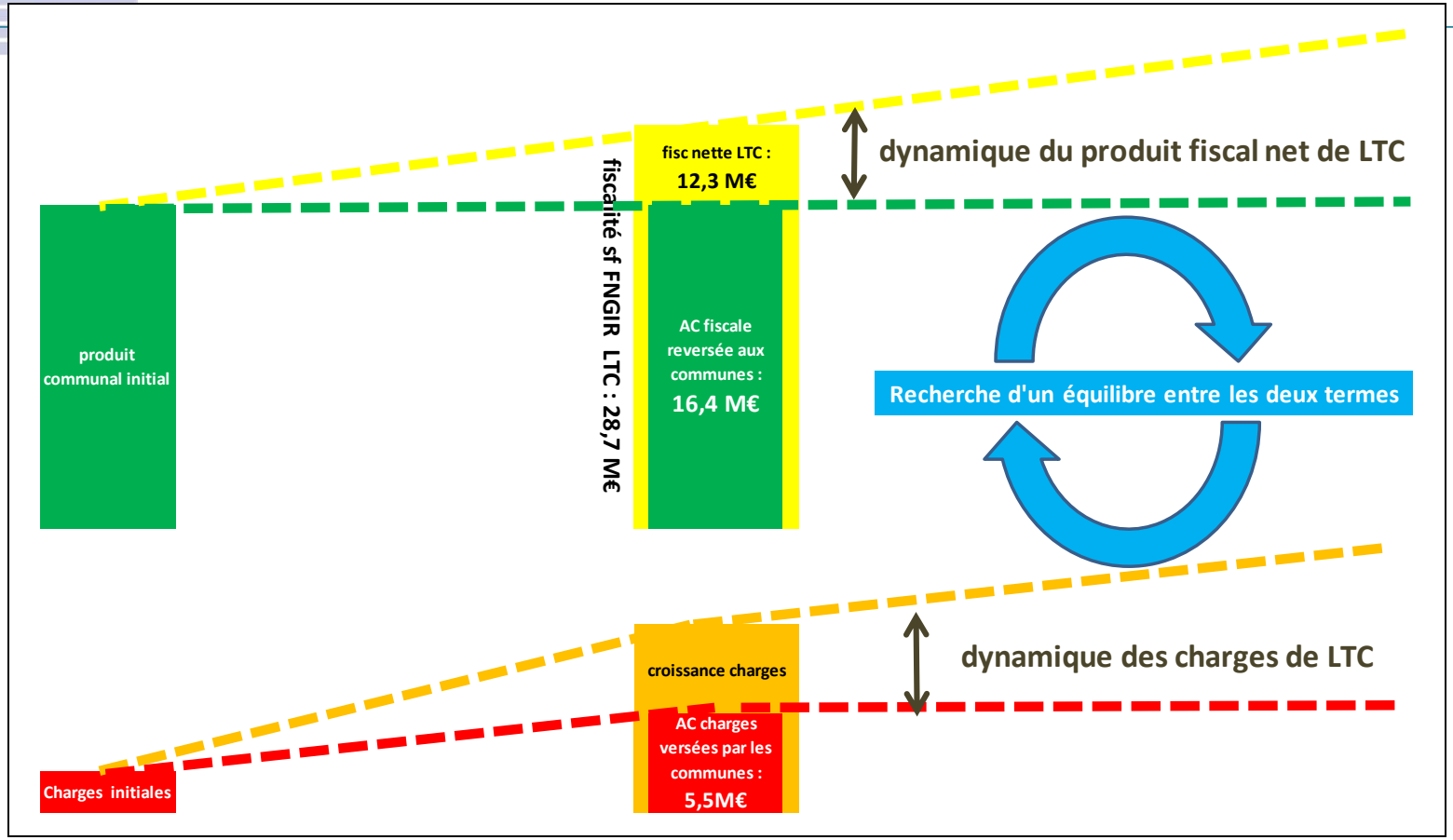
Les principaux transferts

	2003/2014	2003 / 2014	2005	2005/2012	2005	2006	2006-2013	2018	2010	2008/12/18	2013	2018-2019	2016	2016	2017	2017	
	Transport urbain	intégration comp. hist.	CLSPD	PISCINE / Salles de Sport	Carré Magique	Planétarium	Tourisme	taxe de séjour	Déchets inertes	Ajustement divers / Restitutions	Aquarium marin	Urbanisme (révisable)	Enseign. Musique	Contingent SDIS	RPAM	Terrain Gens du Voyage	AC Charges
Lannion Trégor Agglo	194 124 €	9 923 €	26 158 €	228 763 €	460 269 €	36 228 €	548 321 €	-366 757 €	139 426 €	56 070 €	70 781 €	0 €	590 600 €	1 635 229 €	59 670 €	61 384 €	3 750 189 €
Perros-Guirec	64 860 €	122 448 €				15 799 €	0 €	0 €		0 €		0 €	123 413 €	266 020 €		0 €	592 540 €
Beg Ar Chra	2 276 €						3 984 €	-3 984 €		-8 716 €		0 €	8 180 €	149 687 €			151 427 €
Centre Trégor	0 €	2 100 €		6 483 €			1 446 €	-1 446 €		-9 088 €		0 €		119 421 €			118 916 €
										2018		2018-2019		2017		2006-2018	
	aéroport	intégration comp. hist.			Théatre Arche					Restitutions		Urbanisme (révisable)	Enseign. Musique	Contingent SDIS	maison littoral	Voirie	AC Charges
Haut Trégor	17 467 €	31 499 €			135 696 €					-10 530 €		5 427 €	24 196 €	368 820 €	20 644 €		593 219 €
Presqu'île de Lézardrieux										-3 790 €		0		161 243 €		64 525 €	241 720 €
LTC	278 727 €	165 970 €	26 158 €	235 246 €	595 965 €	52 027 €	553 751 €	-372 187 €	139 426 €	23 946 €	70 781 €	5 427 €	746 389 €	2 700 420 €	80 314 €	125 909 €	5 448 011 €

	LTC AC Définitive 2019			
	A.C. Fiscale	AC CHARGES	AC RECUE	AC VERSEE
LTA	10 599 081 €	3 750 189 €	6 870 166 €	21 274 €
BAC	601 426 €	151 427 €	476 138 €	26 139 €
Perros-Guirec	3 659 906 €	592 540 €	3 067 366 €	
CT	346 688 €	118 916 €	236 676 €	8 904 €
HAUT TREGOR	740 768 €	593 219 €	351 402 €	203 853 €
PRESQU'ILE LEZARD	420 067 €	241 720 €	231 835 €	53 488 €
TOTAUX	16 367 936 €	5 448 011 €	11 233 583 €	313 658 €
			10 919 925 €	

- Chaque année depuis 2003, des transferts de compétences ont été réalisés.
- Ils ont été évalués par la commission locale d'évaluation des charges transférées (CLECT)
- Ces transferts ont été neutralisés budgétairement par une « Attribution de Compensation Charges » dont le calcul est figé en droit commun à la date du transfert.
- **5,5 M€ de charges liées aux transferts, neutralisés dans les AC**

L'équilibre à trouver dans un système en FPU

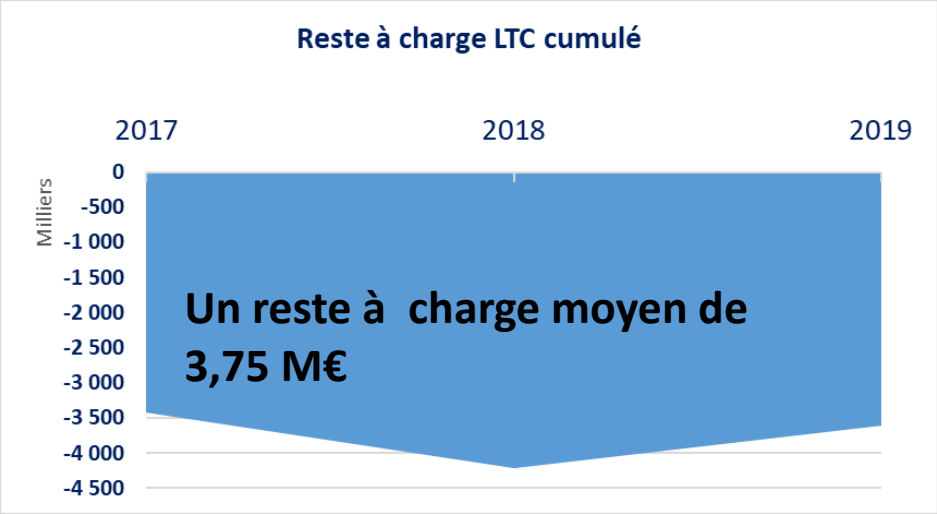


Suite à leur transfert, les charges des compétences ont continué à progresser

- Effet de **l'inflation** de certaines composantes (fluides, salaires,…)
- Augmentation du **niveau de service** par LTC (Dumistes dans toutes les écoles)
- **Extension du service** à tout le territoire (Ecole de Musique)
- Financement par LTC d'anciennes charges de centralité des communes (choix CLECT - ex **Renouvellement** de bâtiments **non valorisé** dans les AC = : Théâtres, Ecole de musique,…)

Les charges transférées par les communes et financées en partie par une AC - Reste à charge pour LTC

	2017	2018	2019	Moyenne
SDIS	-120 596	-162 604	-199 255	-160 818
TOURISME	-1 175 705	-866 513	-453 849	-832 022
PISCINES	-706 474	-1 028 949	-967 976	-901 133
THEATRES	-270 487	-268 927	-316 274	-285 229
MUSEE (AQUARIUM)	0	-505 123	-161 314	-222 146
ENSEIGNEMENT MUSIQUE	-236 243	-375 977	-578 767	-396 995
PLANETARIUM	-68 751	-66 300	-72 054	-69 035
SERVICE COMMUN (AMENAG URBAIN)	-843 821	-943 437	-853 052	-880 103
Reste à charge LTC	-3 422 078	-4 217 829	-3 602 540	-3 747 482



➔ La solidarité sur le territoire de LTC est assurée par le transfert de charges et le financement par l'intercommunalité de charges de centralité.

➔ **La croissance fiscale doit permettre le financement de ce reste à charge.**

➔ **Cela a été le cas au cours des dernières années mais la crise Covid et la réforme fiscale engagée impliquent de réinterroger ce système.**

1.2

Les impacts à court terme de la crise COVID et de la réforme fiscale sur les budgets.

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

La crise Covid - Impacts à court terme sur les charges

Les principales évolutions en fonctionnement

Remarque générale : les effets mesurables de la **crise sanitaire du COVID** sont constatés dans ce Budget Supplémentaire par **une baisse des recettes** sur quelques budgets : Principal (équipements aquatiques et culturels), Enseignement de la Musique, Transport, Abattoir, Spanc, … mais également **un effet sur les dépenses**, en plus : achat de masques et en moins du fait d'un décalage de l'activité,

Estimations de l'impact actuel du COVID sur les budgets 2020 :

Dépenses	Recettes	Solde
+ 920 k€ (1)	- 1200 k€ (2)	**- 2,120 M€**

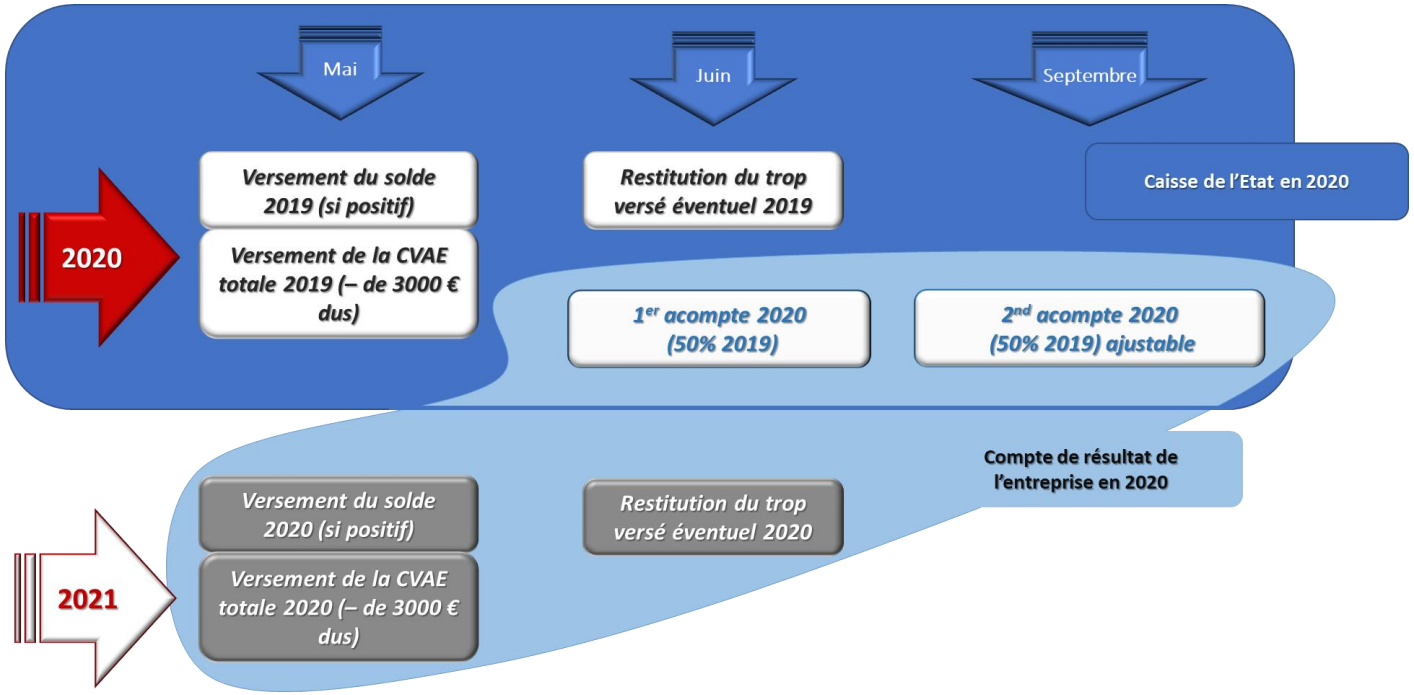
(1) Dont Masques : +570k€, EPIC : +160k€, prime COVID 120k€ (hors aide à domicile et soin)
(2) Dont Equipements aquatiques – 560 k€, Versement mobilité – 200 k€, taxe de séjour -200 k€, CFE -150 k€, Redevance OM -140 k€, salles de spectacle -26k€ et recette masques +140 k€

- Les plus forts impacts sur la fiscalité seront en 2021 (-1,2 M€) et 2022 (-1,5 M€)
- Nous attendons des précisions sur les mesures prises par l'Etat pour compenser les pertes de produits fiscaux 2020 ; 2021 et 2022

7

Les effets de la crise sur la CVAE

dynamique annuelle moyenne	2008-2014	2014-2020
CVAE	2,7%	5,5%
IFER	5,6%	1,9%
TASCOM	7,5%	3,0%



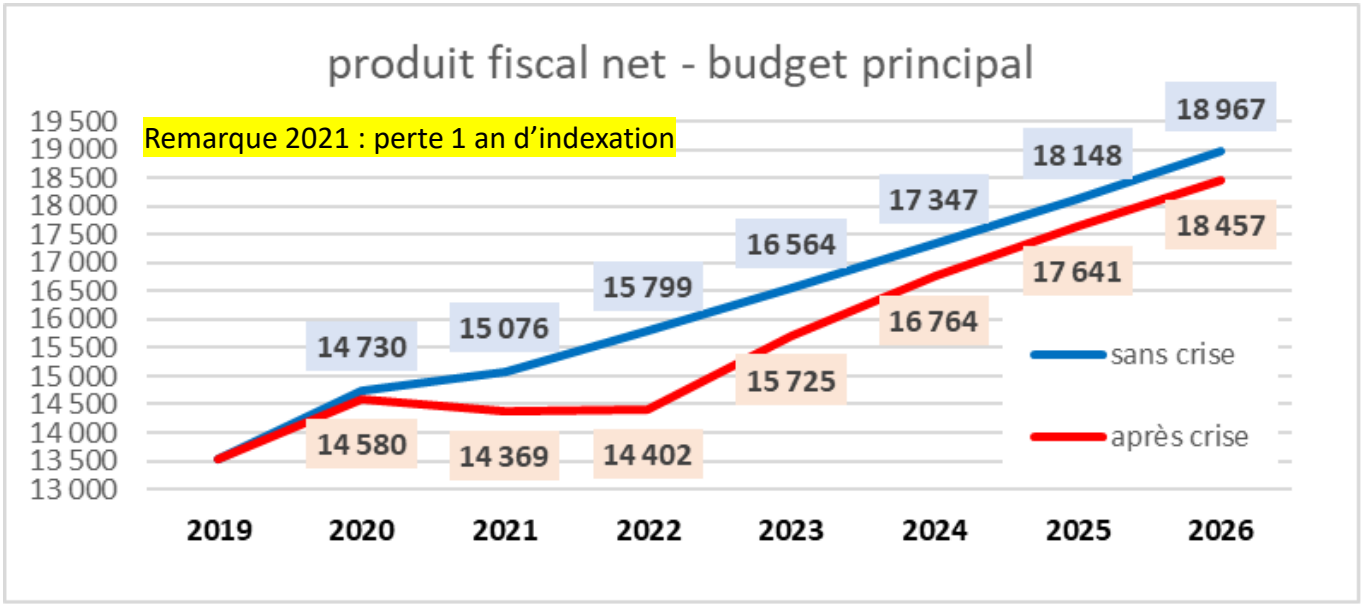
On pouvait craindre une baisse significative de la CVAE dès 2021 (effet acompte).
Première estimation 4,57 M€ en 2021 contre 4,72 en 2020 (une baisse de -15 K€ /-3,2%).
Effet de la crise principalement en 2022 et 2023.

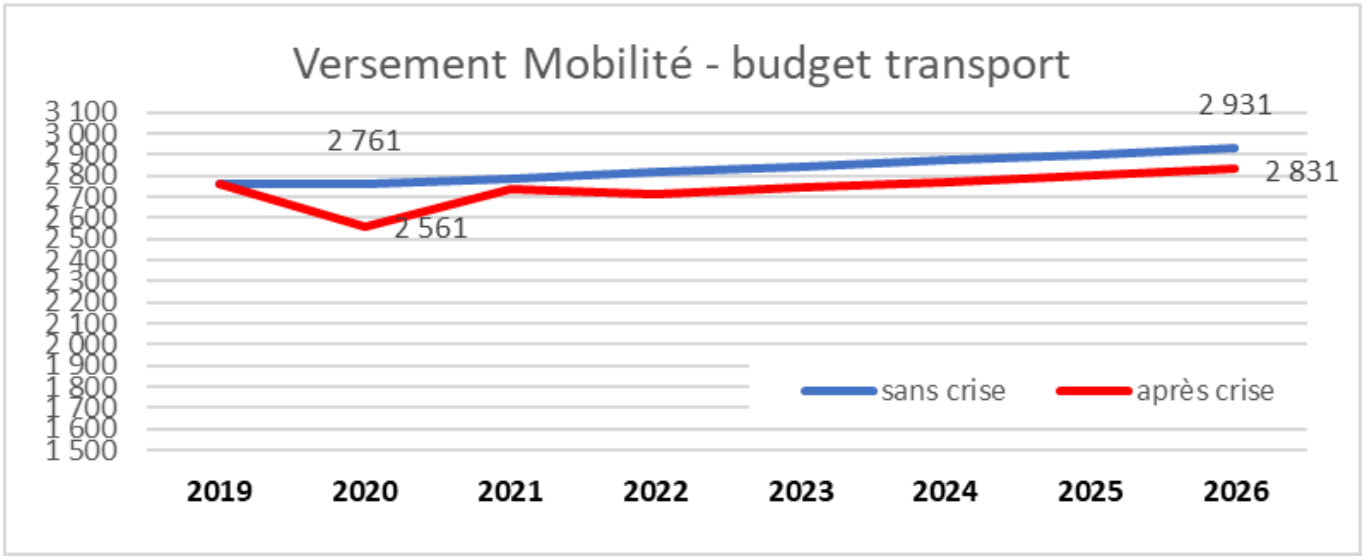
La crise Covid - Impacts à court terme sur les recettes fiscales

impact Crise Covid sur la fiscalité de Lannion Trégor Communauté

	produit référence 2019 ou 2020	Causes	impact estimé Covid	durée	Risque	remarques
Versement Mobilité	**2,8 M€**	bases = salaires : Chômage partiel, intérim, licenciements, faillites)	**-0,2M€ (-7%)**	retour trajectoire normale en 2023	fort : seconde vague ? / durée de la crise éco ? / rebond total ?	*à fin août perte estimée à -0,2 M€*
Taxe sur les surfaces commerciales	**1,5 M€**	taxe fonction du chiffre d'affaires (effets de seuil)	**entre -0,15 M€ et -0,20 M€**	retour trajectoire normale en 2023	modéré	*une grande partie TASCOM = hyper et super marché = peu impactés*
Cotisation foncière des entreprises	**7,0 M€**	bases = locaux : effet faillites + ralentissement économique	**-0,20 M€**	retour dynamique normale en 2023	modéré (sauf faillite entreprise poids important)	*faillites société Arts, spectales,…commerces, hébergement restauration*
		exonération tourisme, hotellerie, restauration...	**-0,15 M€**	1 an		*dégrèvement des 2/3 de la CFE compensé pour moitié par l'Etat*
		bases minimum fonction du chiffre d'affaires	**entre - 80 K€ et -165 K€**	retour dynamique normale en 2024	modéré	
Cotisation Valeur Ajoutée Entreprise	**4,7 M€**	Coté collectivité : 1,5% de la Valeur Ajoutée (mais effet de seuil / Chiffre d'affaires) : CVAE 2021 fonction VA 2019	**-0,70 M€ de baisse totale par rapport trajectoire initiale**	retour trajectoire normale en 2025	fort : seconde vague ? / durée de la crise éco ? / rebond total ?	*difficile de mesurer la répartition de la perte entre 2021 et 2022 (possibilité d'arbitrage partiel / accomptes entreprises)*
TOTAL	**16 M€**		**-1,6 M€**			
Foncier Bâti / TEOM	**14,6 M€**	bases = locaux : effet faillites + ralentissement économique	**-0,2 M€**			*(FB com+dep) =125 K€*

La crise Covid - Impacts sur les recettes fiscales à taux constant





- Incertitude sur la dynamique future du nouveau panier de recettes (TVA)

4

LES IMPACTS À MOYEN TERME SUR LES BUDGETS : LES DÉFICITS ACTUELS, LES BESOINS SUPPLÉMENTAIRES.

RESSOURCES CONSULTANTS FINANCES

SOCIETE D'ETUDE, RECHERCHE ET PROSPECTIVE EN FINANCES LOCALES

Les charges existantes sont très contraintes

Dépenses réelles du budget primitif 2021		70 879	poids
014	**Atténuation de produits**	**19 081**	**26,9%**
	Attribution de compensation	11 047	15,6%
	FNGIR	8 034	11,3%
66	**Charges financières**	**819**	**1,2%**
655	**Contingents et participations obligatoires**	**9 897**	**14,0%**
	SDIS	2 921	4,1%
	SMITRED	6 844	9,7%
012	**Charges de personnel**	**20 736**	**29,3%**
	Administration générale	8 569	12,1%
	OM	5 302	7,5%
	Piscines	1 719	2,4%
	Services communs Environnement	1 713	2,4%
	autres	3 433	4,8%
011	**Charges à caractère général**	**11 864**	**16,7%**
	Achats	2 743	3,9%
	fluides	1 105	1,6%
	Carburants	611	0,9%
	services extérieurs	5 491	7,7%
	Contrats prestations	1 441	2,0%
	Entretien et réparation	2 368	3,3%
	Autres services extérieurs	3 438	4,9%
65*	**Divers charges de gestion courante**	**8 220**	**11,6%**
	Subventions	7 882	11,1%
	CIAS	1 900	2,7%
	Tourisme	1 700	2,4%
	Enseignement musique	1 257	1,8%
	interventions économiques	970	1,4%
	Théatres	578	0,8%
	Autres subv	1 477	2,1%
	Autres	338	0,5%
67	**Charges exceptionnelles**	**262**	**0,4%**

➔ Une grande partie des dépenses ne sont pas arbitrables à court terme. Dépenses incompressibles (Attribution de compensation versée aux communes, FNGIR, SDIS,…).

➔ Le GVT du 012 (20,7 M€) est estimé à 2% par an : il représente une hausse mécanique des charges de plus de 400 K€ par an.

➔ Au total, les effets mécaniques des indexations (indexation contrats, inflation, GVT,…) représentent une croissance annuelle des charges estimée au minimum à 800 K€.

➔ La nécessaire maitrise des charges existantes.

Les nouveaux enjeux – fonctionnement courant

➔ **Les transferts récents ou à venir**

- Le financement de **l'eau pluviale urbaine** : comment faire ? AC, AC révisable
- (rappel : 1ère évaluation coût annuel 0,9 M€ exploitation / 1,9 M€ invest)

➔ **Les compétences historiques**

- **OM :** TGAP, coût du traitement, déchetteries… (rappel préconisation précédent pacte : « *Il est proposé de conserver la stabilité du système sur la période 2018 2020 avec une croissance du produit pour couvrir la croissance des charges* »)
  - Estimation : une croissance de la contribution au SMITRED qui doit augmenter de 2 à 2,5% par an
  - La TEOM a une croissance moins forte (revalorisation LF à 0,2% en 2021 et 0,6% en 2022 et croissance physique attendue de 1%)
  - Un besoin de financement global de 400 K€ pour équilibrer le budget (hausse future du traitement et déséquilibre actuel à résorber)
- Le financement de la **GEMAPI** / Hors GEMAPI
  - Nouvelles dépenses : environ 900 K€ à moyen terme pour la GEMAPI
  - Risque de désengagement des co-financeurs
- Le coût de la **planification Urbanisme** : augmentation des besoins sur le mandat
- Les maisons **Espace France Services**
- Les **politiques contractuelles** : Perte financement / recentralisation

➔ **Les déficits du budget Voirie (anciens syndicats)**

➔ La **politique culturelle**

➔ …

La DGF de LTC : Quelle stratégie ?

L'optimisation de la DGF par **transferts de compétences** ou mise en place de mutualisations impactant les attributions de compensation, **n'est plus une stratégie valable**.

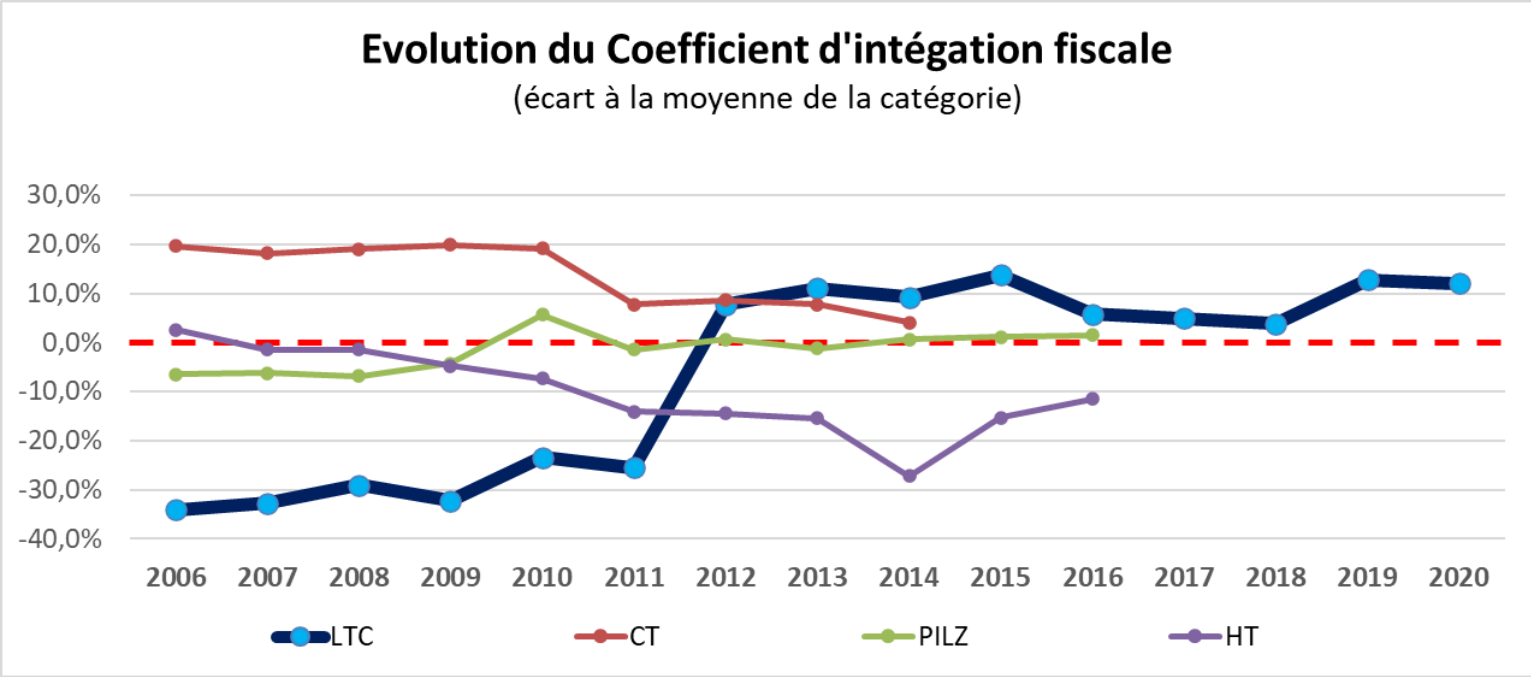
➔ Rappel : il fallait faire des transferts massifs avant 2018 pour qu'ils puissent être pris en compte dans le calcul du CIF avant la réforme de la DGF qui est intervenue en 2019

➔ Les gains DGF sont « sanctuarisés » dans une garantie de non baisse (double protection en raison du niveau élevé de l'intégration fiscale et du niveau de potentiel financier).

DGF LTC (K€)	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Dotation de base	1 308	1 386	675	1 657	1 518	719	755
+ Dotation de Péréquation	4 530	4 817	2 363	5 851	5 310	2 194	2 296
+ Garantie	294	212	3 379	0	688	**2 749**	**2 622**
= Dotation avant minorations	**6 429**	**6 663**	**6 673**	**7 508**	**7 515**	**5 662**	**5 673**
- Contribution RFP	239	881	1 548	1 859	1 858	0	0
= Dotation d'intercommunalité	**6 190**	**5 782**	**5 124**	**5 649**	**5 657**	**5 662**	**5 673**
+ Dotation de Compensation	4 923	4 816	4 722	4 591	4 495	4 392	4 312
= DGF	**11 113**	**10 597**	**9 847**	**10 241**	**10 152**	**10 054**	**9 985**

➔ Pour sortir de la garantie : il faudrait un niveau de transferts impossible à atteindre.

Rappel l'optimisation de la DGF sur la période 2002-2020



Les transferts de charges successifs ont permis d'améliorer le CIF de LTC.
Le CIF de LTC est supérieur de 12% à la moyenne des autres communautés d'agglomération

➔ Pour optimiser le CIF

- Il a fallu faire plus de transferts / mutualisations que les autres communautés
- Il a fallu planifier les transferts pour optimiser les systèmes de garantie
- Il a fallu éviter les reversements de type DSC et privilégier les fonds de concours pour éviter de dégrader le CIF et perdre de la DGF

Le Fonds de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC)

Un fonds de péréquation qui existe depuis 2012.

Il s'appuie sur **la notion d'ensemble intercommunal,** composée d'un établissement public de coopération intercommunal à fiscalité propre (EPCI) et de ses communes membres.

Une « montée en puissance » du fonds étalée sur 5 années.

- *150 M€ en 2012.*
- *360 M€ en 2013, 570 M€ en 2014, 780 M€ en 2015.*
- *Objectif : 2% des ressources fiscales des communes et EPCI à partir de 2016*
- *Un fonds finalement figé à* ***1,0 milliard d'Euros.***

Sont **contributeurs** au fonds les **territoires** (ensemble communes + EPCI) **les plus « riches** », en fonction d'un **potentiel fiscal agrégé** (potentiel > 90% moyenne). Le niveau de la contribution est fonction du potentiel et du revenu du territoire. La contribution à payer par le territoire est répartie entre les communes et l'EPCI en fonction de la contribution au potentiel de chacun.

Sont **bénéficiaires** du fonds, **les territoires les plus « défavorisés »** (60% des territoires)**,** en fonction d'un indice synthétique calculé à partir du **potentiel** agrégé (20%), du **revenu** des habitants (60%) et de la **pression fiscale** (20%). Le fonds de péréquation attribué au territoire est réparti entre les communes et l'EPCI en fonction de la contribution au potentiel de chacune des collectivités (fonction inverse).
Il est également impératif d'avoir un effort fiscal supérieur à 1.

Le FPIC – **FPIC 3,2 M€ en 2020: nn enjeu considérable pour le territoire**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
CA LANNION-TREGOR AGGLOMERATION	289	664	1 318	1 936	2 344	3 087	3 056	3 052	3 188
CC DE BEG AR C'HRA-PLOUARET	48	110							
CC CTRE TREGOR	35	82	127						
Perros Guirec + Mantallot	-65	-171							
LTC (périm 2015)	307	685	1 446	1 936	2 344				
PILZ	50	112	168	223	269				
HT	100	233	348	466	565				
TOTAL Territoire	456	1 029	1 962	2 625	3 178	3 087	3 056	3 052	3 188
évolution annuelle		*126%*	*91%*	*34%*	*21%*	*-3%*	*-1%*	*0%*	*4%*

13% de l'épargne nette des communes

28% de l'épargne nette de la communauté

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
seuil contribution / potentiel	90%	90%	90%	90%	90%	90%	90%
Lannion Trégor Communauté (périm actuel)	65%	64%	65%	67%	67%	68%	68%

Attribution - dernier rang éligible	1 276	1 269	1 230	753	750	747	745
Lannion Trégor Communauté (périm actuel)	*837*	834	830	395	427	408	414
écart rang	*439*	*435*	*400*	*358*	*323*	*339*	*331*
%	34%	34%	33%	48%	43%	45%	44%

FPIC - Contribution de l'EI							
FPIC - Attribution de l'EI	1 962	2 625	3 178	3 087	3 056	3 052	3 188

Actuellement : loin des seuils de risque

➔ Sauf réforme du mode de calcul

➔ Plus de gain à attendre en terme de FPIC

Quel niveau d'investissement dans le projet de territoire

- ➔ La situation financière actuelle correspond à une capacité d'investissement de long terme de 8 M€ par an. Pour maintenir le niveau d'investissement des dernières années (hors immobilier) sur longue période, soit 13 M€, il faudra trouver à moyen terme 3 M€ de ressources supplémentaires.
- ➔ Tout élévation de cet objectif doit conduire la Communauté à trouver de nouvelles marges de manœuvre (baisse de charges / hausse des ressources).

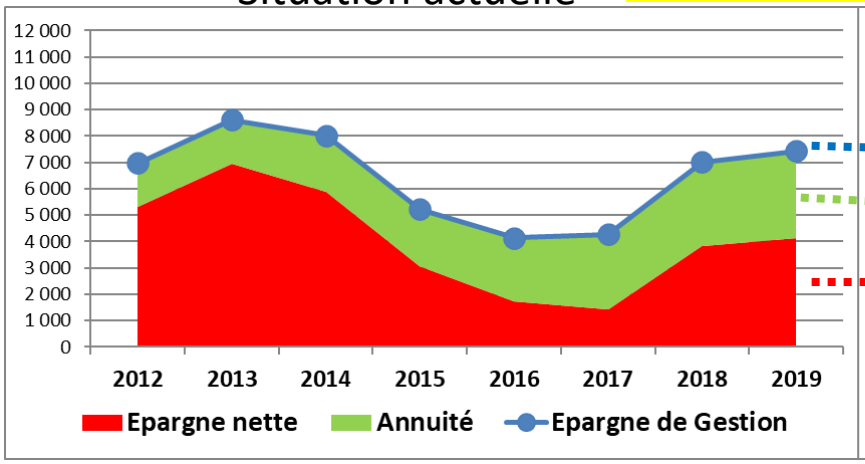
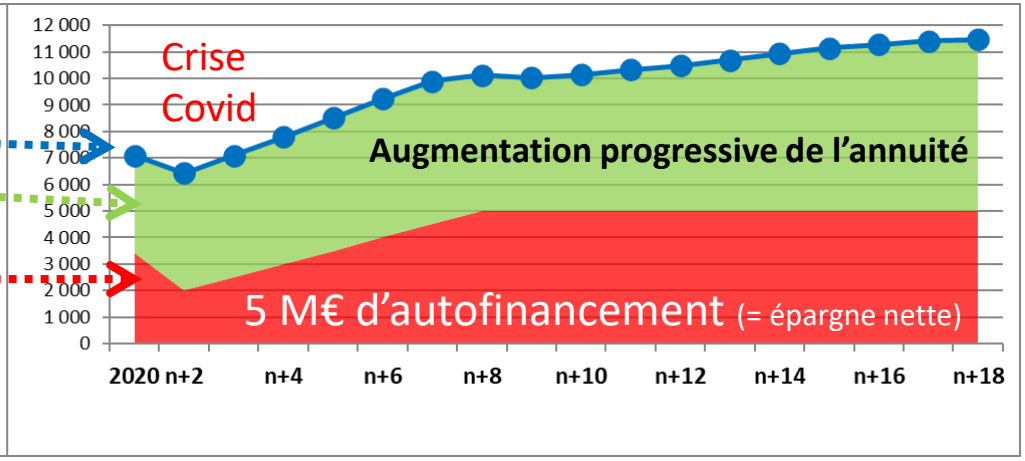
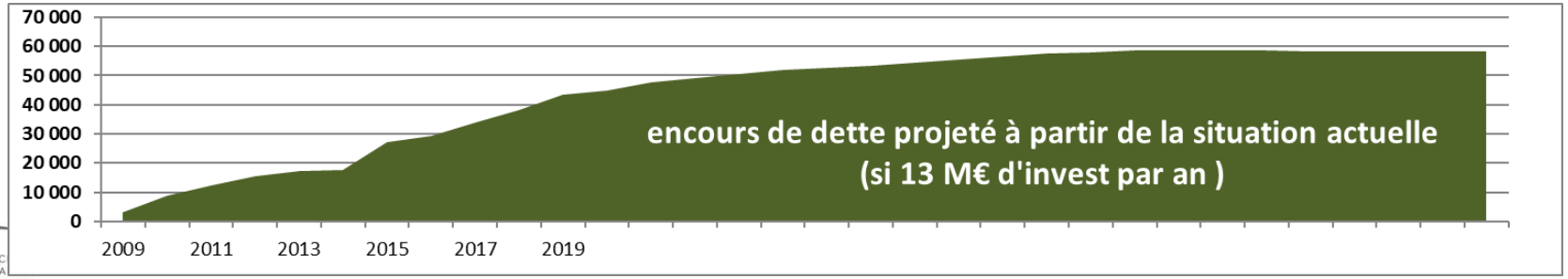
- ➔ De plus, cet équilibre est conditionné au respect de la trajectoire fiscale simulée (retour en 3 ans au niveau postérieur à la crise) et à une stricte maîtrise des charges. La Communauté ne pourra absorber un choc plus fort que celui simulé sur ses recettes sans mesures de correction sur son PPI ou sur les charges des services.
- ➔ Il faut éviter toute baisse irréversible du niveau d'épargne car suite à la perte de pouvoir de taux prévue dans la réforme fiscale, LTC ne pourra retrouver de marges de manœuvre qu'en réduisant ses charges de fonctionnement (très contraintes) sauf à modifier le partage des impôts actuels et/ou en votant une fiscalité additionnelle supplémentaire.
- ➔ Ceci nécessite une vigilance accrue dans le pilotage de la Communauté. En particulier, il faut veiller à ce que les futurs transferts de compétences des communes (Pluvial,…) soient couverts par des financements pérennes (rôle accru de la CLECT et du calcul des AC). La réforme fiscale bouleverse le lien avec les habitants et les entreprises du territoire et implique une réflexion autour d'un pacte financier et fiscal pour une équité renforcée et pour plus d'efficacité grâce à la coordination des interventions du bloc communal.

Pour un objectif de 13M€ d'invest. par an sur le BP: 3 M€ d'épargne supplémentaire à trouver

Une dépense annuelle de	**13 000**	**K€ TTC**		
Dépenses directes	**10 000**	(dont 2 M€ Mégalis)		
FCTVA	1 286		98%	(sur les DEq)
Subvention de	1 658	soit un taux de	25%	(sur les DEq HT)
Dépenses indirectes	**3 000**			
Besoin de financement de	**10 056**			
autofinancement de	5 002	soit un autofinancement de	38%	
emprunt de	5 054			
au taux de	**1,0%**			
durée de	**20**	ans		

La situation est différente de celles des communes car la dette de Lannion Trégor Communauté n'est pas une dette arrivée à maturité.

Le recours à l'emprunt va générer une contrainte croissante dont le niveau ne sera maximal que dans 16 ans (par hypothèse).

A Moyen Terme : il faut maintenir la dynamique et le niveau de l'épargne de gestion et tendre vers 10,2 M€ d'EpG (contre 7,2 M€ en moyenne 2018,19,20)
Rappel : perte de DGF du mandat précédent non compensée = 1,9 M€

Situation actuelle